



UNION INTERNATIONALE
POUR LA CONSERVATION
DE LA NATURE

RAPPORT ANNUEL 2019

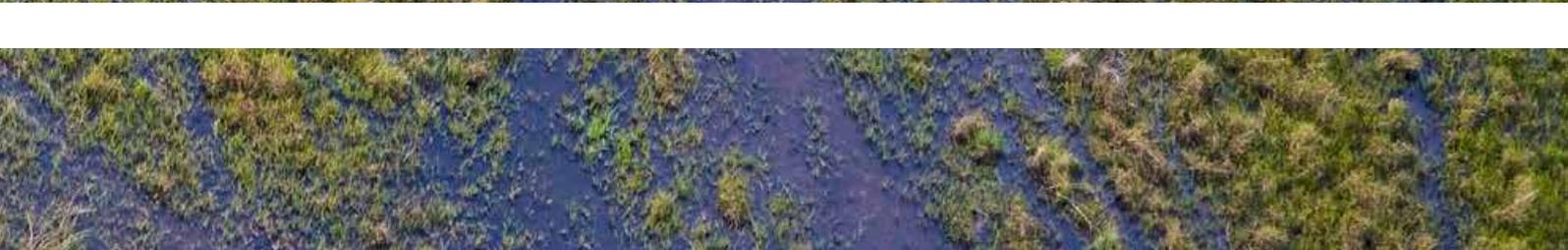


TABLE DES MATIÈRES

- 2 [Message du Président et de la Directrice générale par intérim](#)
- 4 [Vue d'ensemble de l'UICN](#)
- 6 [Membres et Commissions](#)
- 8 [Le leadership de l'UICN dans un monde en mutation](#)
- 11 [Forums régionaux de la conservation de l'UICN](#)
- 12 [Faits marquants relatifs aux donateurs et supporters](#)

RÉSULTATS DE L'UICN 2019

- 16 [Entreprises](#)
- 18 [Changements climatiques](#)
- 20 [Écosystèmes](#)
- 22 [Droit de l'environnement](#)
- 24 [Forêts](#)
- 26 [Égalité hommes-femmes](#)
- 28 [Gouvernance et droits](#)
- 30 [Milieus marins et polaires](#)
- 32 [Aires protégées et conservées](#)
- 34 [Espèces](#)
- 36 [Eau](#)
- 38 [Patrimoine mondial](#)
- 40 [Science et économie](#)
- 44 [Engagements politiques mondiaux](#)
- 46 [Services du Secrétariat](#)
- 48 [Remerciement à nos Membres, donateurs et partenaires](#)

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM

Nous sommes aujourd'hui plus disposés que jamais à reconnaître qu'il n'y aura pas de personnes en bonne santé, ni d'économie saine, sans une planète en bonne santé. En 2019, les Membres de l'UICN, incluant des gouvernements et des organisations de la société civile et de peuples autochtones, ont démontré conjointement l'engagement de l'Union envers la nature et les personnes.



Zhang Xinsheng,
Président de l'UICN



Dr Grethel Aguilar

Il ne fait aucun doute que nous devons freiner le rythme sans précédent auquel nous perdons la biodiversité. Nous savons que la nature est essentielle au maintien de notre existence sur Terre. En 2019, les liens entre les activités humaines et la nature ont montré leur pleine dimension. La deuxième année la plus chaude jamais enregistrée a vu des feux de forêt déchaînés détruire des vies et des écosystèmes dans la forêt amazonienne, en Australie, en Indonésie, en Russie et aux États-Unis. Les tendances inquiétantes de perte de biodiversité ont été mises en évidence par le Rapport d'évaluation mondiale de l'IPBES sur la biodiversité et les services écosystémiques, ainsi que par la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™, qui a révélé que plus de 30 000 espèces sont aujourd'hui menacées d'extinction. En outre, l'année a pris fin avec l'émergence de la COVID-19, une pandémie mondiale qui continue de transformer et de remettre en question notre façon de vivre, au moment même où ce rapport est imprimé.

Malgré la tourmente, cette année a également apporté espoir, unité et un sentiment d'urgence pour faire face aux crises climatique et de biodiversité. Des appels à l'action ont été entendus dans le monde entier. Ce rapport montre comment l'Union s'est mobilisée pour mener des actions positives, en travaillant avec les gouvernements nationaux et locaux, la société civile, les scientifiques, les entreprises et les peuples autochtones pour résoudre les défis environnementaux, sociaux et économiques. Grâce à nos partenariats, nous avons pu mieux comprendre les enjeux, trouver des solutions durables et intensifier les actions susceptibles de réconcilier les personnes et la planète. Nous avons contribué à positionner les solutions fondées sur la nature comme essentielles pour le

bien-être humain et la biodiversité, et nous avons encore élargi nos ambitions pour la prochaine décennie.

En 2019, les Membres et Commissions de l'UICN ont pris part à 11 Forums régionaux de la conservation dans le monde entier, façonnant le développement d'un ambitieux nouveau Programme de l'UICN. Le Programme, qui sera soumis pour adoption au prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN, guidera les travaux de l'Union jusqu'en 2024 et au-delà. Cette année a également permis d'avancer dans les préparatifs de l'Union pour le Congrès de l'UICN, une occasion clé de nous mettre sur la voie du rétablissement et de la résilience, et de façonner le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, et avec lui, le monde nouveau qui émergera au cours de la prochaine décennie. Nous remercions nos Conseillers, nos Membres et nos experts des Commissions pour leur passion et leur dévouement, qui stimulent l'Union dans cette dernière étape de la période quadriennale 2017-2020.

Les défis auxquels est confrontée l'humanité sont considérables, mais les opportunités le sont tout autant. Grâce au dévouement, aux connaissances et aux compétences de nos 15 600 experts bénévoles et plus de 1 300 Membres, l'UICN est prête à relever ces défis.

Zhang Xinsheng

Dr Grethel Aguilar



La Dr Grethel Aguilar, Directrice générale par intérim de l'UICN, et Zhang Xinsheng, Président de l'UICN, avec Elizabeth Bennett de la Wildlife Conservation Society, lors de la Série de dialogues sur les connaissances sur les solutions fondées sur la nature pour les changements climatiques, lors de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Cette année, l'UICN a contribué
à positionner les solutions
fondées sur la nature comme
essentiels au bien-être humain
et à la biodiversité.

VUE D'ENSEMBLE DE L'UICN

L'UICN est une union unique de Membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile.

Elle offre aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales les connaissances et les outils nécessaires pour que le progrès humain, le développement économique et la conservation de la nature se réalisent en harmonie.

Créée en 1948, l'UICN est aujourd'hui le réseau environnemental le plus vaste et le plus diversifié au monde.

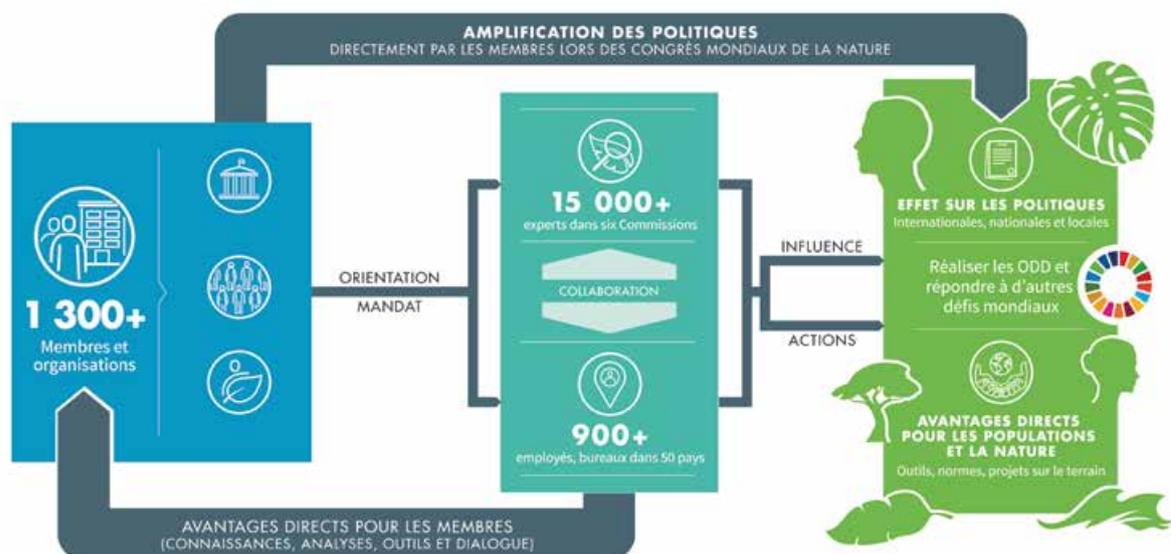
Comptant avec l'expérience, les ressources et la portée de plus de 1 300 organisations Membres et la contribution de plus de 15 600 scientifiques et experts bénévoles, l'UICN est l'autorité mondiale en ce qui concerne le statut du monde naturel et les mesures nécessaires pour le sauvegarder. Nos experts sont organisés en six Commissions dédiées à la sauvegarde des espèces, au droit de l'environnement, aux aires protégées, aux politiques sociales et économiques, à la gestion des écosystèmes, et à l'éducation et la communication.

Sa capacité de réunir diverses parties prenantes et de fournir les dernières données scientifiques, des recommandations objectives et une expertise sur le terrain définit la mission de l'UICN d'informer et d'autonomiser les efforts de conservation dans le monde entier. Elle constitue un forum dans lequel les

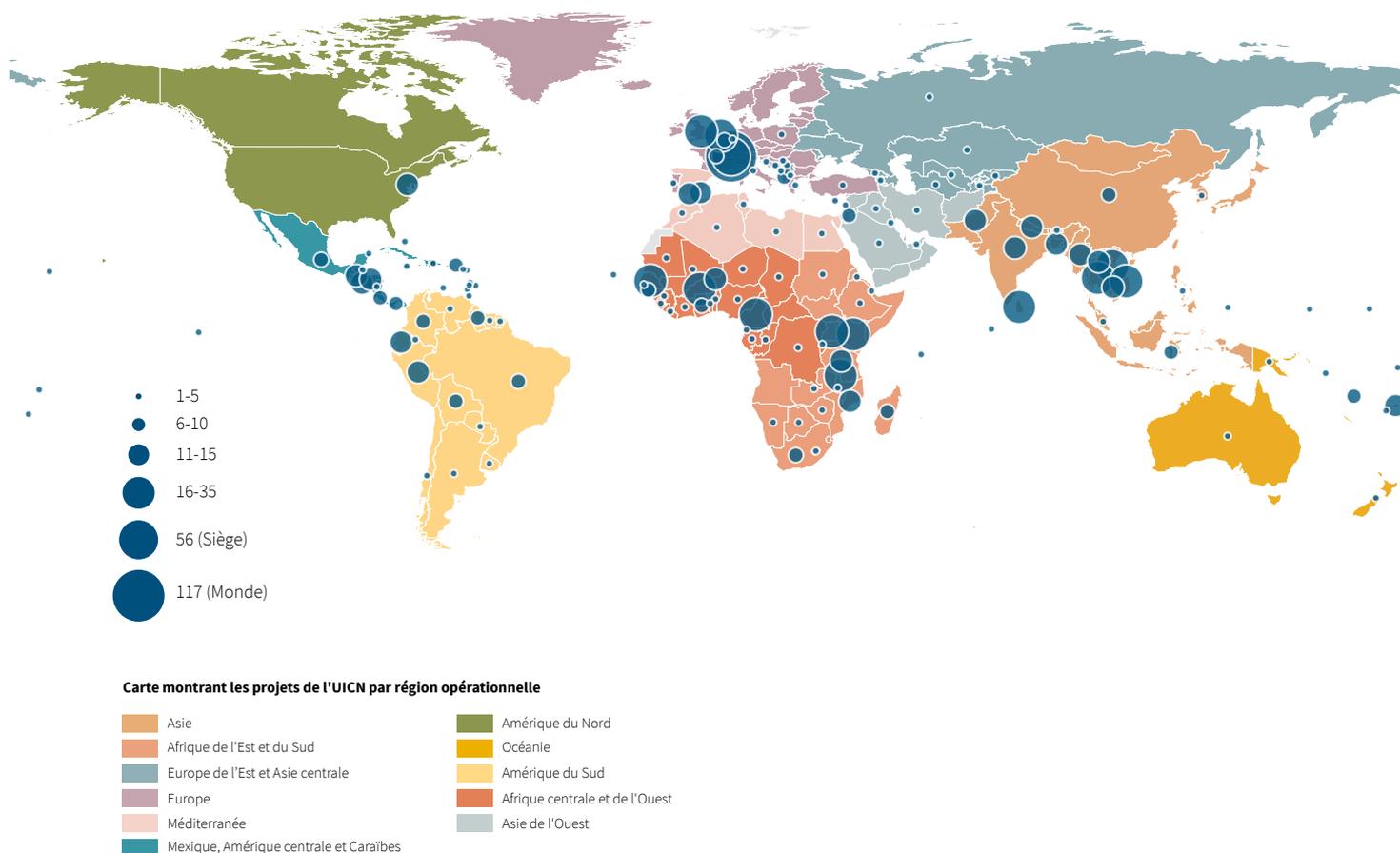
gouvernements, les organisations non gouvernementales, les scientifiques, les entreprises, les communautés locales, les groupes de peuples autochtones, les organisations professionnelles et autres peuvent travailler ensemble pour forger et mettre en œuvre des solutions aux défis environnementaux.

En facilitant ces solutions, l'UICN donne aux gouvernements et aux institutions de tous niveaux l'élan nécessaire pour atteindre les objectifs universels, notamment ceux concernant la biodiversité, les changements climatiques et le développement durable, que l'UICN a contribué à définir.

Ensemble, sa base de connaissances et la diversité de ses Membres font de l'UICN un incubateur et un référentiel fiable pour les bonnes pratiques, les outils de conservation et les directives et normes internationales. Grâce à son statut d'Observateur officiel des Nations unies, l'UICN veille à ce que



UNE PORTÉE MONDIALE : LES PROJETS DE L'UICN DANS LE MONDE



la conservation de la nature ait une voix au plus haut niveau de la gouvernance internationale.

L'expertise et le vaste réseau de l'UICN fournissent une base solide pour un portefeuille vaste et diversifié de projets de conservation dans le monde entier. Associant les connaissances scientifiques les plus pointues au savoir traditionnel des communautés locales, ces projets visent à mettre un terme à la disparition des habitats, à restaurer les écosystèmes et à améliorer le bien-être des populations. Ils produisent également une multitude de données et d'informations qui alimentent la capacité analytique de l'UICN.

Par leur affiliation à l'UICN, les organisations Membres s'inscrivent dans un processus démocratique et se réunissent tous les quatre ans, lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN, pour définir les priorités et convenir du programme de travail de l'Union, ainsi que pour discuter et approuver des

résolutions qui établissent les fondements du programme mondial de conservation. Les Congrès précédents de l'UICN ont donné lieu à de nombreux accords internationaux clés sur l'environnement, notamment la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention du patrimoine mondial et la Convention de Ramsar sur les zones humides. L'UICN continue de soutenir ces conventions à mesure qu'elles se renforcent et évoluent pour répondre à de nouveaux défis.

Nos organisations Membres sont représentées par le Conseil de l'UICN, principal organe recteur de l'Union. Basé en Suisse, le Secrétariat de l'UICN compte environ 900 employés dévoués dans plus de 60 pays.

MEMBRES ET COMMISSIONS

L'UICN met à profit les connaissances, les ressources et la portée de plus de 1 300 organisations Membres.

Représentant les gouvernements et les sociétés civiles de 165 pays, la diversité des Membres de l'Union contribue à la mission de l'UICN d'informer et d'autonomiser les efforts mondiaux de conservation.

Soixante-douze nouveaux Membres ont rejoint l'Union en 2019, le secteur des ONG représentant le pourcentage de

croissance le plus élevé. Cette année a également été importante pour l'adhésion des États. Bahreïn et le Kosovo ont rejoint l'Union en tant que nouveaux Membres, et six États auparavant Membres actifs ont réintégré l'UICN : l'Afrique du Sud, le Kenya, la Mauritanie, le Nigéria, les Îles Salomon et la République Centrafricaine.



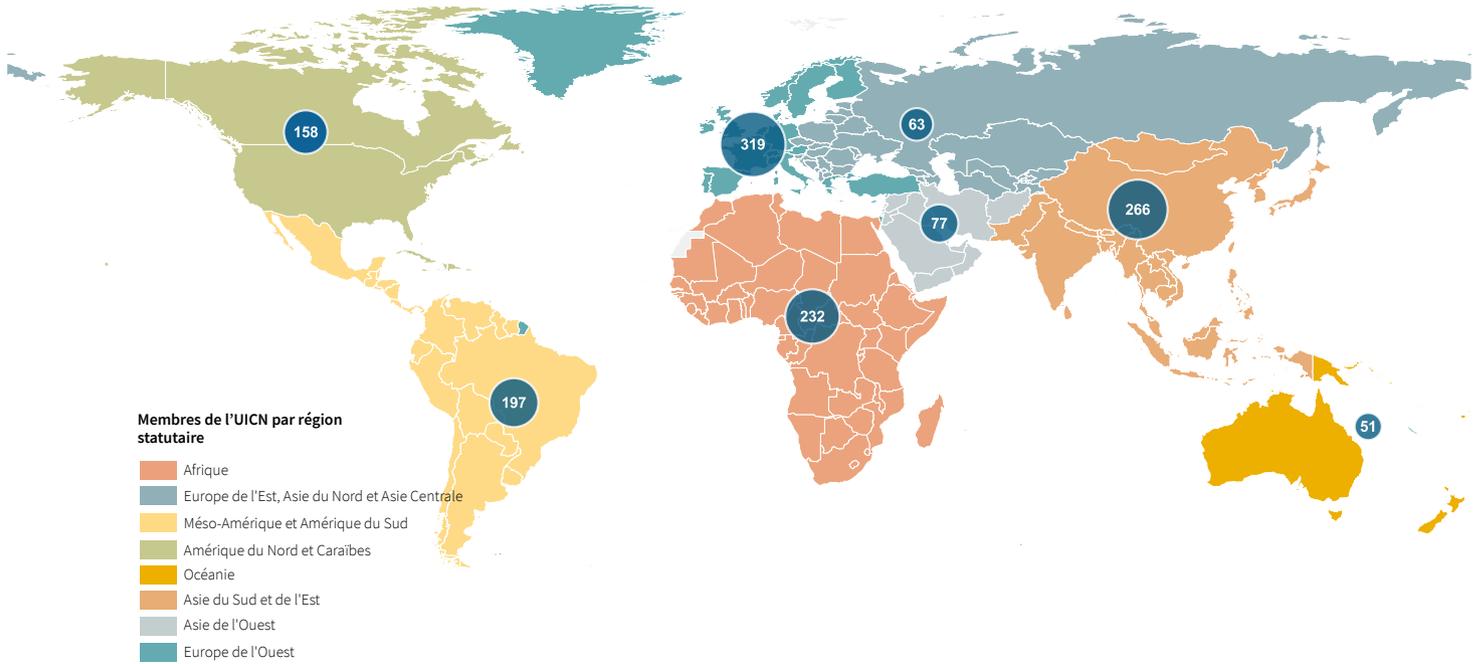
Le Conseil de l'UICN 2017-2020 lors de sa 95e réunion au siège de l'UICN à Gland, Suisse.

Comités des Membres de l'UICN en 2019

Les Membres de l'UICN dans un pays ou une région peuvent choisir d'établir des Comités nationaux et régionaux pour faciliter la coopération entre eux et avec les autres composantes de l'Union. Il existe actuellement 67 Comités nationaux et sept Comités régionaux officiellement reconnus.

Région statutaire	National	Régional
Afrique	17	2
Méso-Amérique et Amérique du Sud	16	2
Amérique du Nord et Caraïbes	3	1
Asie du Sud et de l'Est	10	1
Asie de l'Ouest	5	1
Océanie	2	
Europe de l'Est, Asie du Nord et Asie centrale	3	
Europe de l'Ouest	11	
Total	67	7

ORGANISATIONS MEMBRES DE L'UICN À TRAVERS LE MONDE



Les Commissions de l'UICN réunissent 15 600 experts de diverses disciplines.

Les six Commissions de l'UICN sont de vastes réseaux actifs de plus de 15 600 scientifiques et experts, qui fournissent à l'UICN et à ses Membres un savoir-faire solide et des conseils stratégiques en matière de conservation et de développement durable. Les Commissions travaillent à l'élaboration de lois et de politiques environnementales, à l'établissement de liens entre conservation et prise de décisions sociales et économiques, à l'évaluation du statut des espèces et des écosystèmes, à la promotion d'une planification systématique et d'actions de conservation, à la promotion d'une gestion élargie et améliorée des aires protégées et des ressources naturelles et au renforcement de la conservation par l'éducation, la formation et la communication stratégique.



LE LEADERSHIP DE L'UICN DANS UN MONDE EN MUTATION

Malgré les incertitudes liées à la COVID-19, l'année à venir sera d'une importance vitale pour les gens et la nature. Ce sera le moment d'agir, en sachant que risquer la santé de la planète, c'est risquer notre propre santé, notre stabilité et notre bien-être.

LA SAGESSE DE L'INTERCONNEXION

Notre interdépendance devient de plus en plus évidente à mesure que le monde avance dans cette nouvelle décennie. On ne peut aujourd'hui nier que les pays sont économiquement interdépendants, que la santé des écosystèmes et le bien-être humain sont inextricablement liés, et que la collaboration et l'intégration sont plus puissantes que la concurrence et la ségrégation. Chaque système interconnecté représente plus que la somme de ses parties, un adage qui s'applique parfaitement à l'UICN elle-même.

Les 17 Objectifs de développement durable convenus par les pays sont aujourd'hui largement reconnus comme interdépendants. Ces objectifs doivent être atteints à un rythme beaucoup plus soutenu si nous voulons une planète sur laquelle les hommes et la nature peuvent prospérer. Oui, nous devons reconnaître que nos efforts actuels ne sont pas suffisants et que des approches multisectorielles intégrées sont nécessaires si nous voulons relever nos défis de développement et leurs solutions de manière globale. Des mesures ponctuelles visant à éliminer la pauvreté, à promouvoir l'éducation ou à mettre un terme à la faim dans le monde ne produiront pas les effets souhaités si elles ne sont pas

associées à un accès à l'eau, à l'air pur et à un environnement sain. Nous, les humains, dépendons de la nature pour prospérer, et la nature a besoin que nous prenions les bonnes décisions.

Tout au long de l'année 2019, l'UICN a continué d'explorer l'interdépendance de la conservation et du développement, et de mettre en lumière des questions critiques appelant une action immédiate. Nous avons analysé, entre autres, les liens surprenants mais souvent négligés entre dégradation de la nature et violence sexiste, soulignant la nécessité d'aborder ces deux problèmes simultanément. Nous avons alerté les décideurs sur la menace que représente la perte d'oxygène dans les océans, une crise provoquée par le réchauffement de la planète et la pollution par les nutriments, entraînant des conséquences graves et urgentes pour nous tous, et pas seulement pour la vie océanique. Nous avons fourni des preuves que le fait de relier les initiatives de restauration des paysages forestiers dans le cadre du Défi de Bonn avec les objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres aide les pays à restaurer les terres plus efficacement et pourrait, à terme, aider à protéger la biodiversité et à soutenir l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Nous avons également mis en lumière, dans la dernière mise à jour de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™, que même si les efforts de conservation ont permis d'améliorer le statut de dix espèces, plus de 30 000 sont encore menacées d'extinction.

Une action audacieuse est nécessaire de toute urgence. De nombreux citoyens réclament que les perspectives sociétales changent, en particulier en ces temps incertains. Alors que nous commençons l'année 2020 en mode de crise, avec la tragédie de vies perdues et le poids de la pandémie de COVID-19 commençant tout juste à se faire sentir, nous réalisons à quel point nous sommes tous interdépendants. Nous voyons à quel point une action rapide et délibérée peut avoir un impact, et comment la coopération entre pays peut constituer une bouée de sauvetage face à une crise mondiale.

Le moment est venu de repenser de nombreuses facettes de nos vies interconnectées et globalisées, et de trouver des moyens d'amplifier ce qui fonctionne pour le bien de tous et de changer ce qui ne fonctionne pas. Lorsque la menace imminente pour la vie humaine commencera à diminuer, l'attention se tournera de plus en plus vers le redémarrage de l'économie. Investir dans la conservation et la restauration, par exemple, pourrait simultanément stimuler les économies, protéger la nature, atténuer les changements climatiques et améliorer la santé



Alfonso Alonzo, Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Guatemala, et la Dr Grethel Aguilar, Directrice générale par intérim de l'UICN, lors de la signature d'un protocole d'accord pour le projet du Fonds vert pour le climat, d'un montant de 38 millions de dollars américains, intitulé « Renforcer la résilience des moyens de subsistance aux changements climatiques dans les bassins supérieurs des hauts plateaux du Guatemala », au cours de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies.



La Dr Grethel Aguilar, Directrice générale par intérim de l'UICN, s'exprimant lors du lancement officiel de l'initiative Sea The Future, d'un montant de 300 millions de dollars américains, au cours de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies. L'événement était organisé par Andrew Forrest, Parrain de la nature de l'UICN.

mondiale. En effet, cette crise devrait nous inciter à revoir certaines des prémisses économiques confortablement acceptées depuis des décennies. Repenser les décisions politiques et financières sera à l'ordre du jour. En tant qu'Union mondiale de gouvernements, d'organisations et d'experts d'un large éventail de disciplines, l'UICN est idéalement placée pour guider ce débat et diriger les efforts visant à construire un avenir plus durable, résilient et inclusif.

L'UICN a compris depuis longtemps l'interdépendance des trois piliers du développement durable qui, tout comme un « tabouret à trois pattes », ne tiendra debout que si chacune des pattes est aussi stable que les autres. Assurer la durabilité sociopolitique, environnementale et économique est aujourd'hui une tâche urgente, qui appelle de nouveaux partenariats et la pleine participation des acteurs publics, privés et sociaux. En tant qu'Union respectée, se fondant sur des données probantes et capable de conseiller, de convoquer et de générer des impacts positifs, l'UICN a la possibilité d'être un chef de file dans ce domaine.

Accroître sa portée dans les secteurs non liés à la conservation, en particulier auprès des entreprises, devrait être une priorité pour l'UICN, à partir d'approches telles que les solutions fondées sur la nature pour démontrer le rôle de la nature dans la réalisation des objectifs de développement. En fait, l'UICN publiera bientôt la nouvelle norme mondiale pour les solutions fondées sur la nature afin de fournir un cadre commun pour l'analyse comparative des réponses fondées sur la nature aux défis sociétaux tels que la sécurité hydrique et alimentaire, la santé humaine, la réduction des risques de catastrophe et les changements climatiques.

FAÇONNER LA DÉCENNIE DE L'ACTION

Malgré les incertitudes suscitées par la COVID-19, les deux années à venir seront des étapes extrêmement importantes pour le programme de développement international. Elles marqueront le début de la Décennie de l'action, une période

cruciale pour la réalisation des Objectifs de développement durable de 2030. Alors que la Décennie des Nations unies pour la biodiversité (2011-2020) touche à sa fin, un nouveau cadre mondial pour la biodiversité sera adopté pour l'après-2020. L'UICN continuera de s'engager dans le développement de ce cadre ambitieux, visant à réaliser, d'ici 2050, la vision commune de « vivre en harmonie avec la nature ». Ce cadre pour l'après-2020 ne doit pas être considéré comme un nouveau programme de conservation, mais comme une stratégie mondiale pour sauvegarder la nature et assurer notre avenir commun de façon simultanée, comme l'ont demandé les Membres de l'UICN dans la résolution WCC-2016-Res-096.

Après de vastes consultations en 2019, les Membres de l'UICN adopteront bientôt un nouveau Programme de l'UICN. Ce Programme, qui donne à l'UICN l'occasion de se projeter 10 ans en avant, propose une stratégie avant-gardiste basée sur des objectifs progressifs pouvant être actualisés tous les quatre ans, conformément aux Statuts de l'UICN. Une fois adopté, le nouveau Programme de l'UICN alignera notre travail et nos objectifs de haut niveau sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et sur le cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020 des Nations unies. Il renforcera notre rôle clé d'acteur du changement, guidant notre action collective vers la vision de l'UICN : un monde juste qui valorise et préserve la nature.

Cette année nous conduira au Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille, France. En raison de la pandémie de COVID-19 et de la nécessité de prioriser la santé et la sécurité des personnes, l'UICN et le gouvernement français ont décidé, avant la publication de ce rapport annuel, de reporter le Congrès de l'UICN de juin 2020 à janvier 2021. Ce congrès sera l'occasion pour l'UICN d'être la voix de la nature, un espace où les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les jeunes leaders peuvent construire un avenir plus prometteur. En pleine phase de rétablissement post-COVID-19, le rôle du Congrès de l'UICN dans l'édification d'un monde meilleur, plus juste et moins vulnérable sera plus critique que jamais.

En s'efforçant d'atteindre sa vision et d'accomplir sa mission, l'UICN continuera de mettre à profit le potentiel de l'engagement multipartite, de l'action intergénérationnelle, de l'autonomisation des femmes et du respect des droits des peuples autochtones. Nous savons que les progrès sociaux, économiques et environnementaux peuvent et doivent aller de pair, et que ce n'est que lorsque les différents secteurs travaillent ensemble que les personnes et la biodiversité peuvent prospérer. Parce que nous savons que des pratiques durables et des mécanismes de gouvernance inclusifs peuvent améliorer l'état de l'environnement et renforcer les communautés locales et la résilience, nous restons déterminés à renforcer et à intégrer ces approches.

Au cours de la prochaine décennie, il est probable que la gouvernance responsable et imputable des ressources naturelles devienne la pierre angulaire du développement. Nous devrions voir augmenter les exigences de diligence raisonnable, de responsabilité des entreprises et de durabilité des chaînes d'approvisionnement. Des concepts tels que la justice environnementale et l'équité sociale devraient sonner de plus en plus fort aux oreilles des dirigeants politiques, alors que les crises climatiques et de biodiversité gagnent du terrain. La nature doit être de plus en plus valorisée comme un allié et un atout, plutôt que comme une externalité, et la

sagesse environnementale des peuples autochtones et des cultures anciennes doit être reconnue. Notre interdépendance doit devenir indéniable.

Ces dernières années, des millions de personnes se sont exprimées dans la rue et sur les réseaux sociaux, plaidant pour une action climatique audacieuse et une plus grande durabilité. Les attentes sont plus élevées que jamais et ne feront qu'augmenter. Au cours de la prochaine décennie, nous assisterons probablement à un sentiment d'urgence encore plus grand pour un changement profond. C'est l'occasion pour nous de nous diriger vers un développement véritablement durable et équitable, et pour l'UICN de renforcer sa position à l'avant-garde de la conservation de la nature. Comme l'a dit l'activiste Kényane et prix Nobel de la paix Wangari Maathai : « *Au cours de l'histoire, il arrive un moment où l'humanité est appelée à passer à un nouveau niveau de conscience, à atteindre un niveau moral supérieur. Un moment où nous devons dépasser nos peurs et nous donner de l'espoir les uns aux autres* ». L'UICN possède les connaissances, les réseaux, le pouvoir de rassemblement et d'influence nécessaires, et a pris l'engagement de repousser les limites de la conservation, de promouvoir un changement transformateur et de s'engager sur une voie plus optimiste. Le moment est venu pour cette Union de prendre l'initiative.

« Au cours de l'histoire, il arrive un moment où l'humanité est appelée à passer à un nouveau niveau de conscience, à atteindre un niveau moral supérieur. Un moment où nous devons dépasser nos peurs et nous donner de l'espoir les uns aux autres. » Wangari Maathai



Deux jeunes filles marchent le long d'une route rurale au Népal, stabilisée à l'aide de graminées dans le cadre d'un projet d'adaptation basée sur les écosystèmes visant à réduire les risques de glissements de terrain et de crues soudaines. L'UICN soutient les travaux de réduction des risques de catastrophe dans les écosystèmes de montagne au Népal, au Bhoutan, au Pérou, en Colombie, en Ouganda et au Kenya.



FORUMS RÉGIONAUX DE LA CONSERVATION DE L'UICN

Tout au long de 2019, l'UICN a accueilli des organisations Membres, des dirigeants gouvernementaux et des experts de la conservation lors de Forums régionaux de la conservation dans chacune de ses 11 régions opérationnelles.

Les participants ont pu y définir leurs objectifs pour le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020, et rédiger des motions pour débat axées sur les besoins régionaux, les objectifs mondiaux de conservation et l'avancement de la mission de l'UICN.

Les Forums régionaux de la conservation renforcent les décisions prises lors du Congrès par l'Assemblée des Membres, l'organe décisionnel le plus important de l'UICN, en réunissant l'expertise et les perspectives régionales avant chaque Congrès de l'UICN.

CONGRÈS MONDIAL DE LA NATURE DE L'UICN 2020

Le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020, principal événement mondial sur la biodiversité, se déroulera sous le thème « La nature, notre avenir », soulignant la nécessité d'un environnement sain comme condition préalable à l'avenir durable de notre planète.

Les résultats du Congrès de l'UICN guideront l'élaboration de nouveaux objectifs mondiaux pour faire face à la crise croissante de biodiversité dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique à Kunming, Chine, et éclaireront les discussions de la CDP26 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Glasgow, Royaume-Uni, et du Sommet des dirigeants de l'Assemblée générale des Nations unies sur la biodiversité à New York, États-Unis.



Panel de haut niveau sur l'agenda pour l'après 2020 lors du Forum régional de la conservation pour l'Europe, l'Asie du Nord et l'Asie centrale, à Rotterdam, Pays-Bas. Parmi les participants figuraient Hans Bruyninckx, Directeur exécutif de l'Agence européenne pour l'environnement, Peter Bakker, Président-Directeur général du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, et Daniel Calleja Crespo, Directeur général de la DG Environnement de la Commission européenne.



Participants au Forum régional de la conservation Mésosamérique et Caraïbes, à la Antigua, Guatemala.



Zhang Xinsheng, Président de l'UICN, et Imran Khan, Président du Pakistan, lors du Forum régional de la conservation de l'UICN pour l'Asie.



Cérémonie de clôture du Forum régional de la conservation du Programme Afrique centrale et de l'Ouest. Intervenants (de gauche à droite) : Jean-Louis Zoël, Ambassadeur de France en Guinée-Bissau, Aliou Faye, Directeur régional de l'UICN pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest, Gethel Aguilar, Directrice générale par intérim de l'UICN, Armando Mangué, Vice-Premier Ministre de Guinée-Bissau, Quite Djata, Secrétaire d'État à l'environnement et la biodiversité de Guinée Bissau, Mamadou Diallo, Conseiller régional de l'UICN pour l'Afrique.

FAITS MARQUANTS RELATIFS AUX DONATEURS ET SUPPORTERS

La mise en œuvre du Programme 2017-2020 de l'UICN est possible grâce aux partenariats, aux investissements et au soutien d'un nombre croissant de donateurs.

SOUTIEN INSTITUTIONNEL

Les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques demeurent la principale source de revenus pour l'UICN. En 2019, les revenus provenant de sources multilatérales ont connu la plus forte croissance, suivis par les donateurs bilatéraux. Les revenus de fondations, du secteur privé et d'organisations non gouvernementales sont restés stables.

Les **Partenaires-cadre de l'UICN** continuent de jouer un rôle déterminant dans la construction et le soutien à une Union forte, grâce à un appui institutionnel pluriannuel et au financement de projets :

- Ministère des Affaires Étrangères, Finlande
- Gouvernement français :
 - Agence française de développement
 - Ministère de la Transition écologique et inclusive
 - Ministère des Affaires étrangères et européennes
 - Ministère de l'Outre-Mer
 - Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
- Ministère de l'Environnement, République de Corée
- Agence norvégienne de coopération au développement
- Agence suédoise de coopération internationale au développement
- Agence suisse de développement et coopération
- Département d'État des États-Unis d'Amérique

Les **Parrains de la Nature** sont un groupe croissant de voix passionnées pour l'environnement qui soutiennent l'UICN par des investissements, des conseils stratégiques et des activités de plaidoyer visant à donner plus de visibilité à l'UICN. En 2019, l'UICN a accueilli quatre nouveaux Parrains : Dr Luming Ai, Andrew Forrest, Laura Turner Seydel et David E. Shaw.

Je pense que le monde se trouve à un carrefour. Si nous ne protégeons pas l'environnement maintenant, il sera à jamais incapable de se rétablir. Nous devons protéger l'environnement maintenant. Les quatre à cinq prochaines années sont absolument critiques.

Andrew Forrest, Parrain de la nature de l'UICN

Les activités humaines continuent de s'intensifier, conduisant à une crise climatique mondiale et au déclin de la biodiversité que nous connaissons aujourd'hui. En tant que plus grande organisation de conservation au monde, l'UICN doit prendre l'initiative et assumer les plus grandes responsabilités en matière de protection de la nature, y compris la lutte contre les changements climatiques et la conservation de la biodiversité.

Dr Luming Ai, Parrain de la nature de l'UICN

SOUTIEN AUX PROGRAMMES ET PROJETS

L'UICN est reconnaissante envers ses donateurs qui ont engagé plus de 146 millions de francs suisses pour soutenir de nouveaux projets en 2019, contribuant ainsi à générer un portefeuille actif de 462 millions de francs suisses.

De nouveaux accords de financement programmatique de grande envergure ont été signés avec les gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, de la Corée, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse.

Le soutien du Département d'État des États-Unis et de l'USAID a été essentiel pour faire progresser les travaux de l'Union sur les questions d'égalité hommes-femmes et d'environnement, ainsi que sur le trafic d'espèces sauvages.

Travailler avec l'UICN représente une partie importante des efforts de l'USAID pour rendre la conservation plus inclusive et plus efficace. Notre travail a porté sur des questions aussi diverses que l'intégration des questions d'égalité hommes-femmes dans les actions de conservation ou la lutte contre le trafic d'espèces sauvages. Nous apprécions l'UICN et son réseau en tant que facilitateurs, à l'heure de rassembler l'expertise et l'engagement de la société civile et des gouvernements nationaux pour aborder les questions mondiales de biodiversité.

Mary Rowen, DFES, Conseillère principale Faune/Flore sauvages, Bureau des forêts et de la biodiversité, USAID/ Bureau pour la croissance économique, l'éducation et l'environnement

Le gouvernement allemand reste le principal contributeur bilatéral au portefeuille de projets de l'UICN. Au cours de la dernière décennie, l'UICN et la Banque allemande de développement (KfW) ont collaboré avec succès à un certain nombre de programmes de conservation terrestre et marine. Cette coopération fructueuse s'est encore renforcée en 2019 avec le renouvellement d'un partenariat pour 2019-2021 et la signature de deux conventions de financement. Au nom du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), la Banque de développement KfW a signé deux accords avec l'UICN, cette dernière agissant en tant qu'agence de mise en œuvre pour deux initiatives régionales en Amérique latine et en Afrique australe, pour un montant de 18,9 millions et 12 millions d'euros respectivement.

Étant donné que l'UICN établit les normes internationales de qualité pour la conservation de la nature, il est logique que l'une des principales institutions de financement pour la protection de la biodiversité comme KfW, avec un volume de financement actuel de 2,7 milliards d'euros, renforce ses liens avec l'UICN.

Roland Siller, membre du Comité de direction de KfW.

L'engagement de l'UICN auprès de la Commission européenne, du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat a considérablement augmenté au cours de l'année passée, avec un large portefeuille de projets mis en œuvre, mettant l'accent sur la restauration des paysages forestiers, les aires protégées, la restauration des mangroves, les changements climatiques, la conservation des espèces et la gestion des zones arides.

Le travail de l'UICN continue d'être soutenu par un certain nombre de fondations à travers le monde. Le soutien continu de la Fondation MAVA au développement des produits de connaissances de l'UICN et au renforcement des travaux de conservation en Afrique de l'Ouest et du Nord, dans les Balkans et en Méditerranée a été d'une importance particulière. La Fondation Gordon et Betty Moore a apporté son soutien à l'application de la norme de la Liste verte de l'UICN à un certain nombre d'aires protégées et conservées en Amérique du Sud, dans le but de mesurer, d'améliorer et de maintenir les résultats de ces sites en matière de conservation, de bonne gouvernance et de gestion efficace.

Un certain nombre de fondations privées ont souscrit à des plans d'action pour la conservation d'espèces par le biais de SOS-Sauvez nos espèces, le mécanisme de financement de l'UICN soutenant des organisations de conservation de première ligne à travers le monde pour répondre aux défis identifiés par la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™.

Le partenariat UICN-Toyota pour la Liste rouge a permis d'ajouter 9 150 espèces à la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ en 2019, dont des espèces importantes pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Toutes les évaluations sont disponibles sur la nouvelle plateforme web de la Liste rouge de l'UICN, conçue pour sensibiliser à la conservation des espèces.



Le partenariat entre l'UICN et KfW a été renouvelé pour 2019-2021, et deux nouveaux accords de financement ont été signés par la Dr Grethel Aguilar (Directrice générale par intérim) pour l'UICN, et par Roland Siller (Membre du Comité de direction) pour la Banque de développement KfW.

Le deuxième volet du partenariat de l'UICN avec Lacoste a été lancé le 22 mai, à l'occasion de la Journée internationale de la biodiversité. Lacoste a lancé une nouvelle ligne de polos en édition limitée, mettant en vedette des espèces menacées, et soulignant ainsi l'urgence de préserver la biodiversité auprès de nouveaux publics.

En tant que Partenaire-cadre de longue date partageant la vision de l'UICN pour un monde juste qui valorise et préserve la nature, l'ASDI soutient le travail de l'UICN en faveur de solutions fondées sur la nature pour le bien-être des personnes.

Carin Jämtin, Directrice générale, Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)



Eucalyptus arc-en-ciel (*Eucalyptus deglupta*).
La mise à jour de décembre 2019 de la Liste rouge
de l'UICN des espèces menacées™ a révélé que
près d'un quart des 826 espèces d'eucalyptus
connues sont menacées d'extinction.

RÉSULTATS DE L'UICN 2019



[16 ENTREPRISES](#)



[18 CHANGEMENTS CLIMATIQUES](#)



[20 ÉCOSYSTÈMES](#)



[22 DROIT DE L'ENVIRONNEMENT](#)



[24 FORÊTS](#)



[26 ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES](#)



[28 GOUVERNANCE ET DROITS](#)



[30 MILIEUX MARINS ET POLAIRES](#)



[32 AIRES PROTÉGÉES ET
CONSERVÉES](#)



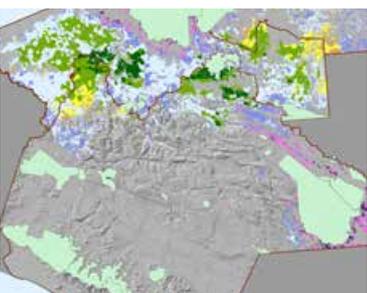
[34 ESPÈCES](#)



[36 EAU](#)



[38 PATRIMOINE MONDIAL](#)



[40 SCIENCE ET ÉCONOMIE](#)

ENTREPRISES

Alors que le monde se prépare à intensifier ses engagements pour faire face à la perte de biodiversité et aux changements climatiques, les entreprises joueront un rôle clé dans la transformation vers une économie saine et faible en carbone.

L'UICN travaille avec les entreprises, les secteurs clés et les organisations de la société civile, pour fournir des outils et des conseils qui aident les entreprises à valoriser la nature, à gérer les impacts et à investir dans des solutions fondées sur la nature.

Vue aérienne de la rupture du barrage de Fundão (juillet 2016). Convoqué par l'UICN, le Panel indépendant Rio Doce fournit des recommandations à la Fondation Renova sur la réparation du bassin versant du Rio Roce, au Brésil, suite à l'effondrement d'un barrage de résidus en 2015.



VALORISER LA BIODIVERSITÉ

L'UICN aide les entreprises à mieux comprendre et valoriser la biodiversité. L'UICN a contribué au lancement de *Business for Nature* (Les entreprises pour la nature), un regroupement mondial d'entreprises avant-gardistes et d'organisations influentes appelant à agir pour inverser la perte de nature et restaurer les systèmes naturels vitaux de la planète. L'UICN a également facilité la création de *SwissBiz4Nature*, une initiative soutenue par le gouvernement suisse qui travaille avec des entreprises internationales pour mettre en valeur les bonnes pratiques et aider les entreprises à réaliser un suivi de leurs performances en matière de biodiversité.

Afin de faire de la valorisation de la nature la nouvelle norme pour les entreprises en Europe, l'UICN a travaillé avec ses partenaires dans le cadre de la campagne *We Value Nature* (Nous valorisons la nature), financée par la Commission européenne. La campagne cible les principaux secteurs d'activité, en identifiant les obstacles et en offrant des solutions adaptées afin d'aider les entreprises à devenir plus durables.

L'UICN et la Nigerian Conservation Foundation (Fondation nigérienne pour la conservation), un Membre de l'UICN, ont collaboré avec Shell Petroleum Development Company of Nigeria Ltd. pour identifier les sites où l'efficacité de la norme d'assainissement révisée de l'entreprise pour le rétablissement de la biodiversité dans les sites de déversement sera évaluée.

PROMOUVOIR UN GAIN NET DE BIODIVERSITÉ

L'UICN a lancé un projet en collaboration avec Électricité de France (EDF), Energias de Portugal (EDP) et Shell Group pour explorer les risques pour la biodiversité associés à l'énergie éolienne terrestre et offshore et à l'énergie solaire photovoltaïque, et pour établir de nouvelles lignes directrices pour l'atténuation des impacts de ces projets sur la biodiversité.

En partenariat avec Newmont, l'UICN a testé son protocole pour un gain net de biodiversité, un guide étape par étape pour mesurer les progrès vers un gain net de biodiversité, sur le site de la mine Boddington de l'entreprise, en Australie, et a formulé des recommandations pour améliorer la gestion de la biodiversité.

À Madagascar, l'UICN a facilité l'examen par un comité scientifique du programme sur les ressources naturelles et des plans d'atténuation pour la biodiversité du site QIT Madagascar Minerals de Rio Tinto. En Afrique du Sud, l'UICN a travaillé avec Black Mountain Mining pour atteindre l'objectif d'aucune perte nette de biodiversité sur son site de Gamsberg.

En Russie, le Groupe consultatif de l'UICN sur la baleine grise occidentale, un organe consultatif scientifique indépendant, a vu son mandat renouvelé pour conseiller Sakhalin Energy sur l'atténuation de ses impacts opérationnels sur les baleines en voie de disparition. Le Groupe étudie également les effets cumulatifs de l'industrie sur la vie marine dans la région, ainsi que les questions liées au bruit sous-marin découlant des levés sismiques et du trafic maritime.

INVESTIR DANS LA NATURE

Au Brésil, le Panel Rio Doce, un groupe consultatif scientifique indépendant dirigé par l'UICN, a produit quatre documents fournissant des recommandations à la Fondation Renova sur la restauration environnementale du bassin versant du Rio Doce, suite de l'effondrement d'une retenue de résidus en 2015.

Le Consortium Cerrado Waters, que l'UICN a cofondé avec le soutien de Nespresso, est aujourd'hui une initiative indépendante qui compte également Nestlé et Lavazza parmi ses partenaires. Dans le cadre du Consortium, l'UICN a travaillé avec l'Association fédérale du café, des ONG et autres parties prenantes pour introduire des engagements de restauration et des pratiques agricoles durables dans le bassin de la rivière Feio.

L'UICN a contribué au projet Shared Resources, Joint Solutions (Ressources partagées, solutions communes), financé par les Pays-Bas, en offrant une formation sur l'engagement des entreprises aux organisations de la société civile et en jetant les bases de nouveaux réseaux d'entreprises et de biodiversité en Afrique.

S'appuyant sur cette dynamique, l'initiative BioBiz Exchange de l'UICN, financée par l'Agence française de développement, a fourni une assistance technique aux Membres de l'UICN et autres parties prenantes en Afrique de l'Ouest pour la conception et la mise en œuvre de stratégies efficaces d'engagement des entreprises. En outre, l'UICN a organisé des webinaires trimestriels sur des questions clés, avec des partenaires et experts de l'initiative PANORAMA, offrant aux ONG l'occasion de tirer des enseignements d'études de cas et de partager des leçons sur l'engagement des entreprises.

TRAVAUX À VENIR

À l'avenir, l'UICN intensifiera ses efforts pour promouvoir l'adoption et l'investissement des entreprises dans les solutions fondées sur la nature, y compris en soutenant des études de cas. De plus en plus de données montrent que les solutions fondées sur la nature peuvent aider les entreprises à réduire les risques et à sécuriser les chaînes d'approvisionnement, tout en s'attaquant aux menaces telles que les changements climatiques.

En partenariat avec la Coalition pour le capital naturel, et au nom de Economics for Nature (L'économie pour la nature), l'UICN soutiendra le Forum africain sur l'économie verte. Cet événement sera l'un des nombreux actes, tout au long de 2020, au cours desquels l'UICN soulignera le besoin urgent d'engagement des entreprises sur les questions de biodiversité.

Dans le cadre de son partenariat avec le Comité international olympique, l'UICN publiera ses prochains rapports axés sur les événements sportifs et la biodiversité urbaine. L'UICN continuera de promouvoir les recommandations des groupes scientifiques et consultatifs indépendants, y compris un rapport analysant la restauration du Rio Doce dans le contexte des changements climatiques.

Le Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille proposera plus de 100 sessions sur les entreprises, dont un Sommet des chefs d'entreprise en partenariat avec Business for Nature, et un Pôle « Entreprises et nature » en collaboration avec plusieurs Membres et partenaires de l'UICN.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Brownlie, S. (2019). *Mitigating biodiversity impacts of new sports venues*. Gland, Suisse: UICN.

May, P. et al. (2019). *Issue Paper 1: Alternative livelihoods in the rural landscapes of the Rio Doce Basin after the Fundão Dam failure*. Gland, Suisse: UICN.

Sánchez, L.E. et al. (2019). *Issue Paper 4: A framework for assessing environmental and social impacts of disasters*. Gland, Suisse: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

VALORISER LA BIODIVERSITÉ

PROMOUVOIR UN GAIN NET DE BIODIVERSITÉ

INVESTIR DANS LA NATURE



De plus en plus de données montrent que les solutions fondées sur la nature peuvent aider les entreprises à réduire les risques et à sécuriser les chaînes d'approvisionnement, tout en s'attaquant aux menaces telles que les changements climatiques.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La crise climatique constitue aujourd'hui l'une des plus graves menaces auxquelles l'humanité est confrontée. Des écosystèmes sains tels que les forêts, les terres arides et les mangroves peuvent contribuer à atténuer les changements climatiques en absorbant et en stockant le carbone. Ils peuvent également aider les communautés vulnérables à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques.

L'UICN propose des solutions fondées sur la nature aux changements climatiques par la conservation, la gestion et la restauration des écosystèmes de la planète. Notre travail comprend également l'évaluation des impacts des changements climatiques sur les espèces et les écosystèmes, et la promotion de politiques et d'actions climatiques ambitieuses, inclusives et soucieuses des plus vulnérables.



La Dr Grethel Aguilar, Directrice générale par intérim de l'UICN, s'exprimant lors d'un événement parallèle de haut niveau au cours de la COP25 : « Solutions fondées sur la nature sur le terrain (ODD 15) : soutien des Nations unies aux populations et aux paysages ».

SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'UICN a activement soutenu la piste thématique des solutions fondées sur la nature lors du Sommet pour l'action climatique des Nations unies 2019, publiant conjointement un rapport avec l'Université d'Oxford, qui fournit des recommandations pour renforcer l'intégration des solutions fondées sur la nature dans les Contributions déterminées à l'échelle nationale (CDN) des pays en vertu de l'Accord de Paris. Le rapport a été largement salué, avec plus de 2 300 téléchargements entre septembre et décembre 2019. L'UICN a été invitée à partager les conclusions du rapport lors d'une session conjointe de la Deuxième commission de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social des Nations unies au siège de l'ONU à New York.

L'UICN a également co-lancé ECCA30 lors du Sommet pour l'action climatique, une initiative régionale du Défi de Bonn visant à restaurer 30 millions d'hectares de terres dégradées en Europe, dans le Caucase et en Asie centrale d'ici 2030, et publié des directives pratiques sur l'estimation du potentiel d'atténuation des émissions de carbone par la restauration des paysages forestiers. Le Défi de Bonn, lancé par l'Allemagne et l'UICN en 2011, a été reconnu dans le compendium sur les solutions fondées sur la nature publié lors du Sommet.

En collaboration avec le ministère de l'Environnement du Chili, qui a assuré la présidence de la CDP25 de la CCNUCC, l'UICN a créé un cours virtuel sur les solutions fondées sur la nature pour le développement, qui comptait près de 800 inscrits en Amérique latine. En Jordanie, la mise en œuvre sur le terrain de solutions fondées sur la nature par l'UICN a permis de réduire l'érosion causée par les crues soudaines extrêmes et de créer 800 emplois dans des communautés à faible revenu. Au Guatemala, l'UICN a collaboré avec le gouvernement pour lancer un projet du Fonds vert pour le climat, visant à renforcer la résilience des écosystèmes des hautes terres et à soutenir les moyens de subsistance grâce à une meilleure gestion des bassins versants. Le travail de l'UICN pour renforcer la résilience côtière au Mozambique, au Cambodge, au Laos, en Thaïlande et au Vietnam comprenait la réalisation d'évaluations de la vulnérabilité aux changements climatiques et le lancement de plans d'adaptation visant à renforcer la résilience des communautés des zones humides. La Commission de l'UICN de gestion des écosystèmes a dirigé la publication des principes fondamentaux pour la mise en œuvre et le renforcement de solutions fondées sur la nature, un document très largement référencé, fournissant la base scientifique pour l'élaboration de la Norme mondiale de l'UICN pour les Solutions fondées sur la Nature.

Au cours de l'année écoulée, l'UICN a lancé la plateforme en ligne « SolucionesAbE », fournissant aux professionnels des outils et des ressources pour soutenir la gouvernance et la mise en œuvre de l'AbE en Amérique centrale. Au Bhoutan, l'UICN a soutenu l'adoption de l'AbE dans les écosystèmes de montagne, ce qui a conduit le gouvernement à créer un Groupe de travail national sur le sujet. Le réseau des Amis de l'AbE, dirigé par l'UICN, compte plus de 70 membres et fournit des preuves de l'efficacité de l'AbE dans 13 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Le Groupe de travail scientifique de l'initiative sur le carbone bleu, coordonné par Conservation International, l'UICN et la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, a soutenu la

création du Réseau nordique sur le carbone bleu, afin de souligner la capacité du carbone bleu à contribuer à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques.

ÉVALUER LES RISQUES CLIMATIQUES ET Y RÉPONDRE

Les experts de l'UICN ont réalisé la toute première évaluation mondiale des 19 000 glaciers situés dans 46 sites du Patrimoine mondial, révélant que les glaciers disparaîtront complètement de près de la moitié de ces sites si les émissions continuent à leur rythme actuel. L'étude a été reprise par des agences de presse et les principaux médias du monde entier, soulignant l'importance du travail de l'UICN et fournissant une plus grande visibilité à cette question cruciale.

La Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ a démontré la menace que les changements climatiques représentent pour les espèces du monde entier, tandis que d'autres évaluations de l'UICN ont mis en évidence les risques auxquels les primates sont confrontés, du fait des changements climatiques. L'UICN a également identifié des espèces d'arbres indigènes résilientes au climat pour restaurer les forêts d'Indonésie, qui fournissent de la nourriture et un habitat aux orangs outans de Bornéo, menacés d'extinction.

Lors de la CDP25 de la CCNUCC, l'UICN a publié une évaluation historique sur la désoxygénation des océans, qui établit de façon formelle les risques que les changements climatiques font peser sur les océans.

POLITIQUE ET ACTION INCLUSIVES EN MATIÈRE DE CLIMAT

Les recherches de l'UICN sur les liens entre vulnérabilité climatique, fragilité des États et inégalité hommes-femmes dans les pays en développement ont aidé à établir un nouveau programme sur les changements climatiques au sein de l'Institut de Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité. Ces études ont également contribué au Programme conjoint des Nations unies sur les femmes, les ressources naturelles, le climat et la paix.

L'UICN a soutenu le lancement du Plan d'action de la République Dominicaine sur les changements climatiques et l'égalité hommes-femmes, et a publié cinq notes d'information sur l'égalité hommes-femmes en tant que moteur du renforcement de la résilience face aux changements climatiques en Amazonie. L'Union a continué de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action de la CCNUCC pour l'égalité hommes-femmes et de sa plateforme pour les communautés locales et les peuples autochtones. L'UICN a également contribué à la sélection et à l'attribution du Prix Équateur des Nations unies pour des initiatives d'atténuation et d'adaptation au climat menées par les peuples autochtones et les communautés locales.

TRAVAUX À VENIR

Avec le développement de l'élan mondial en faveur de solutions fondées sur la nature, l'UICN continuera de plaider en faveur de leur inclusion plus substantielle dans les futures CDN et stratégies de développement à long terme à faibles émissions, en 2020 et au-delà.

S'appuyant sur ses initiatives, telles que le Défi de Bonn et l'Alliance mondiale pour les mangroves, l'UICN s'emploiera à intensifier ses efforts mondiaux d'atténuation et d'adaptation fondés sur les écosystèmes dans le cadre de son soutien à l'Accord de Paris, aux Objectifs de développement durable, au Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020 et à la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes. L'UICN continuera de travailler activement avec les gouvernements aux niveaux national et régional, en élargissant son portefeuille de projets financés par le Fonds vert pour le climat et autres projets liés à des financements climatiques, afin de promouvoir la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature aux changements climatiques sur le terrain.

L'UICN continuera d'évaluer les impacts des changements climatiques sur les écosystèmes et les espèces vulnérables, et travaillera à rendre les politiques et l'action climatiques plus inclusives et équitables.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Seddon, N., Sengupta, S., García-Espinosa, M., Hauler, I., Herr, D. et Rizvi, A.R. (2019). *Nature-based Solutions in Nationally Determined Contributions: Synthesis and recommendations for enhancing climate ambition and action by 2020*. Gland, Suisse et Oxford, Royaume-Uni: UICN et Université d'Oxford.

König, S., Matson, E. D., Krilasevic, E. et Garcia-Espinosa, M. (2019). *Estimating the mitigation potential of forest landscape restoration: Practical guidance to strengthen global climate commitments*. Gland, Switzerland: IUCN.

Iza, A. (ed.) (2019). *Gobernanza para la adaptación basada en ecosistemas*. Gland, Suisse: UICN.

Cohen-Shacham, E., Andrade, A., Dalton, J., Dudley, N., Jones, M., Kumard, C., Maginnis, S., Maynard, S., Nelson, C.R., Renaud, F.G., Welling, R. et G. Walters. (2019). *Core principles for successfully implementing and upscaling Nature-based Solutions*. Environmental Science & Policy. V. 98, 20-29

DOMAINES DE TRAVAIL

ÉVALUER ET ABORDER LES IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES ESPÈCES ET LES ÉCOSYSTÈMES

PROMOUVOIR DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PROMOUVOIR DES POLITIQUES ET UNE ACTION CLIMATIQUES INCLUSIVES



Les experts de l'UICN ont révélé que les glaciers disparaîtront de près de la moitié des sites du Patrimoine mondial si les émissions se poursuivent à leur rythme actuel.

ÉCOSYSTÈMES

Partout dans le monde, les populations dépendent des services fournis par les écosystèmes, y compris pour la nourriture, les combustibles, de l'eau et un air pur, et la protection contre les risques naturels. La gestion des écosystèmes est une stratégie de gestion intégrée des terres, de l'eau et des ressources biologiques qui s'attaque aux menaces croissantes à la santé des écosystèmes.

L'UICN développe et diffuse des outils scientifiques et des approches pratiques soutenant la gestion des écosystèmes et l'amélioration des politiques au profit de la biodiversité et des personnes.

RÉSILIENCE HUMAINE GRÂCE AUX APPROCHES DE GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

Le concept de solutions fondées sur la nature, tel que développé par l'UICN, est une approche axée sur la pratique, qui applique la gestion des écosystèmes pour résoudre les défis sociaux. En 2019, l'UICN a rédigé la norme mondiale pour la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature, impliquant l'expertise de plus de 800 personnes, et financée par le Partenariat France-UICN. En collaboration avec ses partenaires, l'UICN a publié l'Outil de planification pour l'adaptation, les moyens de subsistance et les écosystèmes, visant à soutenir la conception d'approches d'adaptation basée sur les écosystèmes (AbE), ainsi qu'un catalogue d'outils d'AbE à l'intention des professionnels et des décideurs.

Le réseau des Amis de l'adaptation basée sur les écosystèmes (FEBA), coordonné par l'UICN et financé par l'Initiative internationale sur le climat du ministère allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU IKI), compte plus de 70 membres, ce qui en fait le plus grand réseau sur l'AbE. La FEBA a permis d'accélérer l'apprentissage collaboratif sur l'AbE pour un large éventail d'acteurs, de la société civile aux décideurs politiques, et a plaidé pour l'intégration de l'AbE dans divers processus politiques internationaux. L'UICN a étendu ses activités d'AbE à plus de 65 pays et a démontré l'efficacité de l'AbE aux gouvernements, afin de faire progresser le développement durable en améliorant ou en rétablissant l'intégrité des écosystèmes.

L'UICN a fourni un appui technique et politique à 80 pays pour une réduction des risques de catastrophes fondée sur les écosystèmes (Eco-RRC), et à 19 pays pour le développement d'actions nationales spécifiques en matière d'Eco-RRC, avec le soutien du Fonds japonais pour la biodiversité. Grâce à un financement du Fonds pour l'environnement mondial, l'UICN a aidé 81 pays à établir leurs objectifs nationaux volontaires pour la neutralité en matière de dégradation des terres, et 10 pays à mobiliser des fonds et des mesures de mise en œuvre. Au moins 600 millions de personnes bénéficieront directement de la mise en œuvre de ces objectifs.

ÉCOSYSTÈMES CRITIQUES MENACÉS ET NÉGLIGÉS

Les pâturages, tels que les biomes de prairies, occupent environ la moitié des terres de la planète, et environ 2 milliards de personnes en dépendent directement. L'UICN a lancé l'initiative Écosystèmes sains pour le développement des pâturages (HERD) au Kenya, en Jordanie et en Égypte, afin de renforcer la gouvernance et de restaurer 800 000 hectares de terres dégradées.

L'UICN a testé une nouvelle méthodologie participative pour évaluer la santé des pâturages et des prairies au Burkina Faso, au Kenya, au Kirghizistan, au Niger et en Uruguay, financée par le Fonds pour l'environnement mondial. La méthodologie intègre les connaissances scientifiques et locales pour améliorer l'évaluation de la santé et la restauration des écosystèmes de pâturages.

Les écosystèmes de mangroves connaissent l'un des taux de dégradation les plus élevés au monde, les deux tiers de la couverture mondiale ayant été perdus au cours du siècle dernier.



Délégation de l'UICN à la CDP14 de la CNULCD à New Delhi, avec Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la Convention. De gauche à droite : Vivek Saxena, Responsable du Bureau de l'UICN en Inde, M. Thiaw, Cyriaque Sendashonga, Directrice mondiale du Groupe politiques et Programme de l'UICN, Jonathan Davies, Coordonnateur de l'Initiative mondiale sur les zones arides.

L'UICN a continué de coordonner l'Alliance mondiale pour les mangroves, qui fournit une plateforme aux organisations pour travailler de façon collaborative pour stopper la dégradation et augmenter la couverture des mangroves de 20% d'ici 2030, afin de soutenir le bien-être humain par la régulation du climat, la réduction des risques de catastrophes, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

Grâce au soutien de l'Initiative internationale pour le climat (BMU IKI) du ministère allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sûreté nucléaire, l'UICN a travaillé à renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés de montagne dans les Andes, l'Himalaya et sur le Mont Elgon, en soutenant le partage des connaissances entre les principales chaînes de montagnes de la planète afin d'aborder les problèmes communs liés aux changements climatiques.

GESTION DES RISQUES POUR LES ÉCOSYSTÈMES

L'UICN a poursuivi le développement de la Liste rouge des écosystèmes, une norme mondiale pour l'évaluation et le suivi des risques pesant sur les écosystèmes. Grâce au financement de la Fondation MAVA, l'UICN a publié un prototype de base de données mondiale de la Liste rouge à l'échelle des écosystèmes. L'UICN a également testé la mise en application de la Liste rouge des écosystèmes (LRE) pour guider un plan national de gestion des mangroves aux Tonga (financé par le Keidanren Nature Conservation Fund), la restauration des mangroves après une catastrophe dans les Îles Vierges Britanniques (grâce au financement de l'Initiative Darwin), et la résilience des communautés aux catastrophes au Mozambique (grâce au financement de l'Agence suédoise de développement international). La Commission de l'UICN de gestion des écosystèmes (CGE) a dirigé la réunion du comité directeur de la LRE à Kuala Lumpur, en juillet 2019. Les membres du Groupe thématique CGE-LRE sont les principaux auteurs de la norme mondiale de la LRE.

L'UICN a aidé 81 pays à établir leurs objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres et 10 pays à mobiliser des fonds et des actions pour la mise en œuvre de ces objectifs.

TRAVAUX À VENIR

Lors du Congrès mondial de la nature 2020, le Conseil de l'UICN adoptera la nouvelle norme mondiale de l'UICN sur les Solutions fondées sur la Nature. L'UICN prévoit de mobiliser des solutions fondées sur la nature à l'échelle mondiale en tant que contributions au développement durable.

L'application d'approches de gestion des écosystèmes en agriculture sera un domaine d'intérêt prioritaire en 2020. L'UICN lancera le rapport Common Ground (Notre terrain d'entente) sur l'agriculture, réunissant les communautés de la conservation et de l'agriculture pour identifier un programme commun pour des systèmes alimentaires durables.

Les scientifiques de l'UICN finaliseront et mettront en œuvre une nouvelle méthode de classification des écosystèmes mondiaux, qui servira de base scientifique pour le développement ultérieur de la base de données de la Liste rouge des écosystèmes. Ce système consolidera les évaluations locales, nationales et régionales pour fournir des risques à l'échelle mondiale pour des écosystèmes spécifiques, et permettre de nouvelles évaluations mondiales pour des écosystèmes hautement menacés.

En 2020, l'UICN et le Programme des Nations unies pour l'environnement lanceront conjointement un Fonds mondial de 20 millions d'euros pour l'Adaptation basée sur les écosystèmes, avec le soutien du BMU IKI. Ce fonds pluriannuel renforcera les connaissances et la volonté politique en faveur de solutions fondées sur la nature en apportant un soutien ciblé et rapide à des approches novatrices d'adaptation basée sur les écosystèmes.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Gichuki, L. et al. (2019). *Réhabilitation des terres et restauration des paysages. convergence des politiques entre restauration des paysages forestiers et neutralité en matière de dégradation des terres*. Gland, Suisse: UICN.

Keith D. A. et al. (2019). *Earth's Ecosystems: a functional-based typology for conservation and sustainability*.

Bland L.M. et al. (2019). 'Impacts of the IUCN Red List of Ecosystems on Conservation Policy and Practice'. *Conservation Letters*, V.12, Issue 5.

Alaniz, A.J. et al. (2019). 'Operationalizing the RLE in public policy'. *Conservation Letters*. V.12, Issue 5.

Rowland, J.A. et al. (2019). 'Ecosystem indices to support global biodiversity conservation'. *Conservation Letters*. V.13, Issue 1.

Lee, C. K. et al. (2019). *Redlist: tools for the IUCN Red Lists of ecosystems and threatened species in an R package for RLE assessments*. *Ecography*. V.42, Issue 5.

DOMAINES DE TRAVAIL

RENFORCER LA RÉSILIENCE ET RÉDUIRE LES RISQUES

ADAPTER LA GESTION DES ÉCOSYSTÈMES AUX ÉCOSYSTÈMES NÉGLIGÉS

ÉVALUER LE STATUT DES ÉCOSYSTÈMES



DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Le droit est fondamental à une gouvernance juste et efficace des ressources naturelles, dans l'intérêt des personnes et de la nature.

L'UICN élabore et met en œuvre des cadres juridiques et de gouvernance afin d'aider les sociétés à appliquer le droit de l'environnement à la conservation de la nature. Ce faisant, l'UICN contribue à protéger l'intégrité et la diversité du monde naturel, et veille à ce que l'utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable.

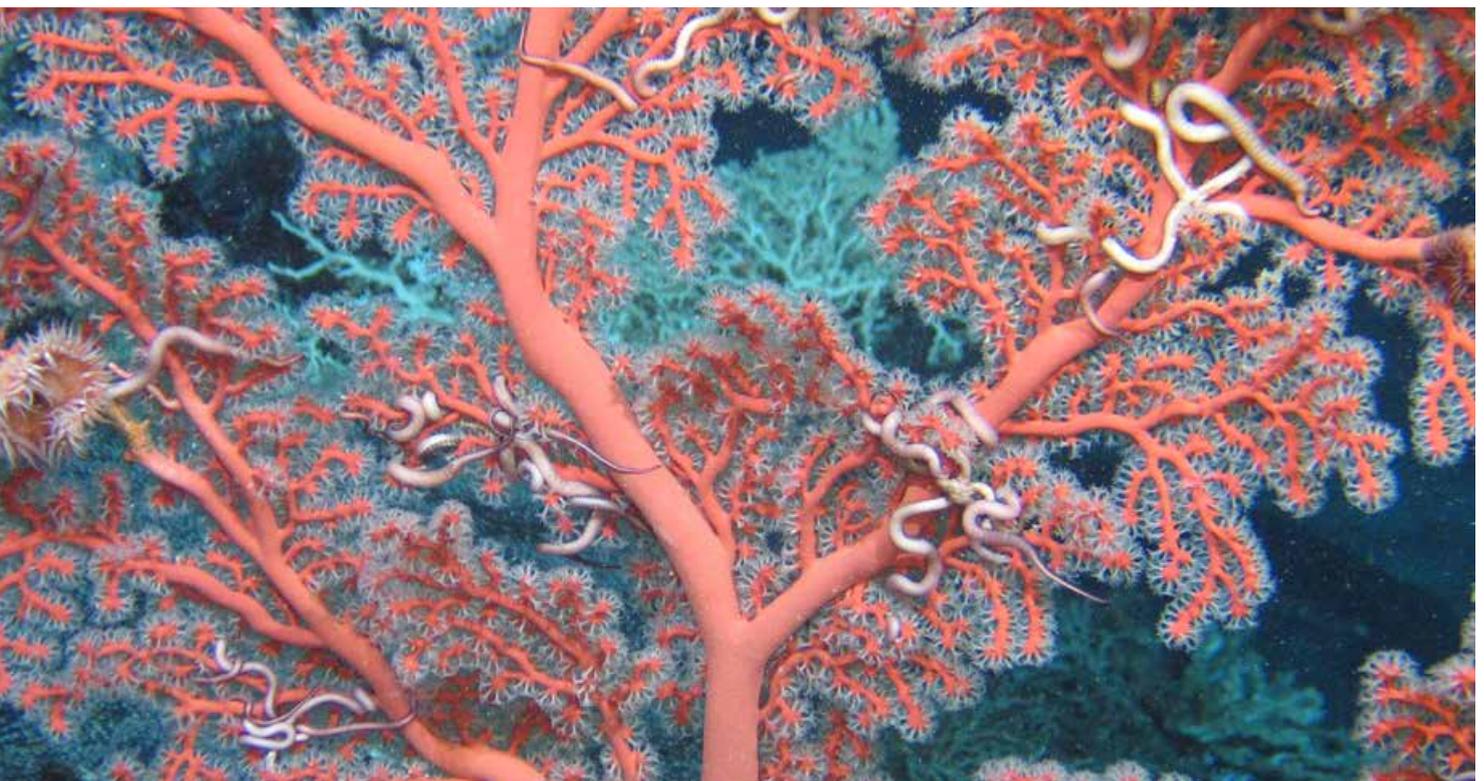
Les monts sous-marins contiennent une biodiversité incroyable et se situent souvent dans des zones situées au-delà des juridictions nationales. L'UICN contribue à l'élaboration d'un nouveau traité dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, qui aidera à protéger la vie marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales, comme ces gorgones et ophiures sur un mont sous-marin dans l'Océan Indien.

AMÉLIORER LES CADRES DE GOUVERNANCE

Les experts de l'UICN en droit international de l'environnement, aires marines protégées, processus d'évaluation environnementale, recherche scientifique marine et ressources génétiques marines ont soutenu l'élaboration d'un nouveau traité dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Ce traité vise à combler les lacunes en matière de gouvernance et à renforcer la coopération pour préserver la santé des océans dans les zones situées au-delà des juridictions nationales.

L'UICN a continué de faciliter l'accès aux données juridiques et politiques concernant l'environnement. Conjointement avec la FAO et le Programme des Nations unies pour l'environnement, l'UICN a continué son développement de la base de données ECOLEX, la source d'information la plus complète en matière de droit de l'environnement à l'échelle mondiale. L'UICN a également soutenu le développement de eLENS, un nouveau portail combinant des données juridiques et des informations provenant de technologies satellitaires, et visant à promouvoir le respect du droit de l'environnement.

Depuis 2003, l'Académie de droit de l'environnement de l'UICN renforce les capacités d'éducation en droit de l'environnement et soutient le développement conceptuel dans ce domaine, dans le but de trouver des solutions aux défis environnementaux les plus pressants. Le 17^e Colloque de l'Académie de droit de l'environnement de l'UICN, à Kuala Lumpur, a réuni des juristes et autres professionnels des facultés de droit de l'environnement et centres de recherche du monde entier, afin de faire progresser la compréhension de la façon dont le droit peut aider à atteindre les objectifs de développement durable.



RENFORCEMENT DES SYSTÈMES JURIDIQUES NATIONAUX

L'UICN a développé WILDLEX, une plateforme d'échange d'informations conçue pour renforcer les cadres juridiques et améliorer la capacité des magistrats et des juristes à lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Ces travaux ont été soutenus par la Société allemande de coopération internationale (GIZ), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le ministère fédéral allemand de l'Environnement, la Protection de la nature et la Sécurité nucléaire (BMU).

Sauvez nos mangroves, maintenant !, un engagement conjoint du BMZ, de l'UICN et du WWF, a publié une évaluation complète détaillant les cadres juridiques et institutionnels affectant les mangroves et leur impact sur le comportement des parties prenantes et l'environnement naturel.

Tout au long de l'année, l'UICN a travaillé avec des experts pour analyser les cadres juridiques et politiques relatifs à la pollution plastique, un problème mondial qui menace notre environnement, la santé publique et les économies. Avec le soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), des experts d'Afrique du Sud, du Kenya, du Mozambique, de Thaïlande et du Vietnam se sont réunis à Bonn, Allemagne, où ils ont élaboré des idées novatrices concernant les cadres juridiques et les outils de lutte contre la pollution plastique.

L'Incubateur de l'UICN pour la conservation de la nature a aidé les gouvernements à développer des mécanismes de financement innovants pour 10 sites d'aires protégées dans le monde. Les travaux de l'UICN visant à analyser les cadres propices à la mise en œuvre réussie de mécanismes financiers pour les aires protégées ont été présentés lors du troisième Congrès des aires protégées d'Amérique latine et Caraïbes à Lima, Pérou.

Avec le soutien de l'Initiative internationale allemande sur le climat, l'UICN a lancé CLIMA, un outil d'évaluation des cadres de gouvernance pour la mise en œuvre d'approches écosystémiques de l'adaptation aux changements climatiques, ainsi que des cours en ligne sur la gouvernance pour l'adaptation basée sur les écosystèmes et la planification intégrée pour les changements climatiques et la conservation de la biodiversité.

FAIRE PRÉVALOIR LA PRIMAUTÉ DU DROIT

L'UICN a dispensé une formation à des organisations de la société civile au Ghana, au Bénin, au Burkina Faso, au Myanmar et en Guyane. Répondant aux besoins spécifiques de chaque pays, cette formation a porté sur des questions telles que le commerce illégal des produits forestiers, les conflits entre droit des aires protégées et droit minier, et la conservation des zones humides.

TRAVAUX À VENIR

Les systèmes de gestion de l'information juridique, la connaissance et le développement des capacités en matière de droit de l'environnement, la criminalité liée aux espèces sauvages, les aires protégées, la gouvernance des océans et de l'eau, ainsi que les changements climatiques seront des domaines clés du programme en 2020.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Iza, A. (ed.) (2019). *Gobernanza para la adaptación basada en ecosistemas*. Gland, Suisse: UICN.

Slobodian, L. N., Badoz, L., eds. (2019). *Tangled roots and changing tides: mangrove governance for conservation and sustainable use*. WWF Allemagne, Berlin, Allemagne et UICN, Gland, Suisse.

Lausche, B. (2019). *Integrated planning. Policy and law tools for biodiversity conservation and climate change*. Gland, Suisse: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

CADRES DE GOUVERNANCE MONDIAUX ET TRANSFRONTIÈRES

SYSTÈMES JURIDIQUES NATIONAUX

ACTIONS LOCALES FAVORISÉES PAR LA PRIMAUTÉ DU DROIT



L'Incubateur de l'UICN pour la conservation de la nature a aidé les gouvernements à développer des mécanismes de financement innovants pour 10 sites d'aires protégées dans le monde.

FORÊTS

Les forêts stabilisent le climat, soutiennent et protègent la biodiversité, les économies et les communautés. La protection et la gestion efficaces des forêts et la restauration des terres dégradées et déboisées peuvent rendre les forêts encore plus précieuses pour les populations et la planète.

L'UICN travaille avec les pays et les décideurs pour construire des paysages résilients, protéger les forêts, défendre les droits des communautés forestières, mobiliser les investisseurs et mettre en œuvre des politiques efficaces d'utilisation des terres. Ces travaux soutiennent les efforts déployés au niveau mondial pour respecter les engagements en matière de changements climatiques, biodiversité et dégradation des terres.

Les projets de restauration communautaire contribuent à l'engagement du gouvernement rwandais de restaurer deux millions d'hectares dans le cadre du Défi de Bonn.

DÉFI DE BONN ET RESTAURATION DES PAYSAGES FORESTIERS

L'UICN, la Banque mondiale, la CEE/FAO et l'Institut des ressources mondiales ont lancé ECCA30, une initiative régionale audacieuse visant à restaurer 30 millions d'hectares de paysages dégradés et déboisés d'ici 2030 en Europe, dans le Caucase et en Asie centrale, soutenant ainsi l'objectif mondial de restauration du Défi de Bonn.

Les dialogues ministériels régionaux du Défi de Bonn, soutenus par l'UICN, ont réuni des pays d'Asie, y compris l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), ainsi que de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), débouchant sur de nouveaux engagements et une action régionale pour la restauration des paysages forestiers. Au total, quatre millions d'hectares de terres déboisées et dégradées ont été ajoutés au Défi de Bonn en 2019, portant le total des engagements à 172,5 millions d'hectares. Le total des engagements concerne aujourd'hui 62 gouvernements et organisations. L'Écosse est le premier État d'Europe occidentale à s'être engagé.

L'UICN a continué de soutenir les pays dans la mise en œuvre du Baromètre du Défi de Bonn, un cadre complet de rapports sur les engagements, adopté par plus de 40 pays et par des entités régionales, telles que la Commission des forêts d'Afrique centrale et la CEDEAO. En 2018-2019, le Baromètre a été appliqué dans 13 pays, identifiant 43,7 millions d'hectares en cours de restauration. Dans les cinq pays ciblés, plus de 354 000 emplois ont été créés, avec un investissement moyen d'au moins 235 dollars par hectare et 1,38 milliard de tonnes de CO₂e séquestré. Les principales stratégies de restauration comprenaient la sylviculture, la régénération naturelle et l'agroforesterie (87%).

L'UICN a participé à des projets inter-institutions, notamment la Coalition pour l'investissement privé dans la conservation, financée par le Fonds pour l'environnement mondial, l'initiative « Promouvoir la restauration des paysages forestiers », à l'appui



du projet AFR100 au Cameroun, en Éthiopie, à Madagascar et au Togo, et financée par la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ), et le projet « Catalyser l'engagement du secteur privé dans le Défi de Bonn », financé par le ministère allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sûreté nucléaire (BMU). Il est important de noter que ce dernier se concentrait, pour la première fois, sur l'évaluation de la restauration des paysages de petits exploitants dans les chaînes d'approvisionnement de trois grandes entreprises agricoles au Ghana, au Pérou et en Tanzanie, ouvrant la porte à la restauration des paysages forestiers par le secteur privé.

LIER LES FORÊTS ET LA RESTAURATION AUX OBJECTIFS INTERNATIONAUX

L'UICN a réussi à promouvoir les liens entre restauration des paysages forestiers et Objectifs de développement durable, objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres et Contributions déterminées à l'échelle nationale dans le cadre de l'Accord de Paris. En produisant et en promouvant des lignes directrices sur chacun de ces objectifs lors de forums internationaux, l'UICN a encouragé les gouvernements à adopter la restauration des paysages forestiers comme une solution fondée sur la nature permettant d'atteindre les objectifs internationaux.

RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET DES DROITS

Avec le soutien du BMU, l'UICN a travaillé avec ses partenaires en République Démocratique du Congo, au Ghana, en Tanzanie et en Ouganda dans le cadre de l'initiative « Stabilisation de l'utilisation des terres », pour construire ou renforcer des structures de gouvernance multipartites conduisant à des changements politiques qui améliorent la gouvernance équitable des ressources naturelles dans six paysages cibles.

FORÊTS PRIMAIRES

Le Groupe de travail sur les forêts primaires, créé pour mettre en œuvre la résolution 045 du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016, a élaboré une politique visant à positionner les forêts primaires comme une priorité mondiale de conservation. Ce nouveau projet de politique sera présenté au Conseil de l'UICN début 2020.

MOUVEMENT MONDIAL POUR LA RESTAURATION

L'UICN a travaillé en étroite collaboration avec le Salvador, informant le gouvernement et contribuant à la rédaction de la déclaration de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030). L'UICN est un membre actif du consortium pour la mise en œuvre de la Décennie, aux côtés du Programme des Nations unies pour l'environnement, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Forum mondial pour les paysages.

TRAVAUX À VENIR

Afin de renforcer notre partenariat avec le gouvernement allemand et le Défi de Bonn, l'UICN basera une partie de son personnel à Bonn, renforçant ainsi la ville en tant que pôle forestier international, dont l'UICN sera un partenaire mondial majeur. En collaboration avec l'Allemagne, l'UICN travaillera à la mise en œuvre effective du Défi de Bonn 2020.

Une table ronde ministérielle sur la restauration des paysages forestiers en Europe de l'Est et du Sud-Est est prévue pour 2020, ce qui permettra à ces pays de s'engager davantage à relever le Défi de Bonn et à adhérer à l'initiative ECCA30.

Avec le développement de l'attention internationale autour de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, l'UICN montrera l'exemple en fournissant une base scientifique solide et en promouvant une communauté de Membres basée sur l'action, qui sera lancée lors du Congrès de l'UICN 2020. L'UICN aidera également les pays à appliquer des outils tels que le Baromètre du Défi de Bonn.

L'UICN développera sa base de connaissances autour des évaluations de la restauration des paysages forestiers avec le secteur privé, aboutissant à une communauté de pratique et à un guide de l'utilisateur à l'intention des entreprises (2021). Ce projet testera également un système SIG de gestion à l'échelle de l'UICN.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Blomley, T., et Walters, G. (eds.) 2019. *A landscape for everyone: Integrating rights-based and landscape governance approaches*. Gland, Suisse: UICN.

Dave, R. et al. (2019). *Second Bonn Challenge progress report. Application of the Barometer in 2018*. Gland, Suisse: UICN.

Imbach, A.A., et Vidal, A. (2019). *How inter-institutional networks transform landscapes: Lessons from Latin America on advancing forest landscape restoration*. Gland, Suisse: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

RESTAURATION DES PAYSAGES FORESTIERS

FORÊTS CONTRÔLÉES LOCALEMENT

RALENTISSEMENT DE LA DÉFORESTATION ET PROMOTION DES FORÊTS PRIMAIRES



L'UICN a continué d'aider les pays à mettre en œuvre le Défi de Bonn. Dans cinq pays, plus de 354 000 emplois ont été créés et 1,38 milliards de tonnes de CO₂ séquestrées.

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

L'amélioration de l'égalité hommes-femmes contribue à des résultats plus efficaces et plus équitables en matière de conservation et d'environnement.

L'UICN s'efforce d'identifier et de surmonter les inégalités entre femmes et hommes qui font obstacle à la réalisation des objectifs de conservation, afin de permettre une meilleure gouvernance des ressources naturelles.

Une femme de la communauté indigène d'Uxactún travaillant à la récolte de *xate* dans la forêt tropicale de la Selva Maya, au Guatemala. L'UICN a soutenu l'élaboration de plans de gestion des aires protégées pour améliorer l'intégration de l'égalité hommes-femmes et mieux protéger la Selva Maya de l'agriculture non durable et de l'exploitation forestière illégale.

INFLUENCER LES POLITIQUES ET NORMES MONDIALES

S'appuyant sur son expérience en matière d'élaboration de politiques environnementales sensibles aux questions de genre, l'UICN s'est associée à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification pour veiller à ce que les efforts visant à atteindre les objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres profitent également aux femmes et aux hommes. L'UICN a également établi un partenariat avec le Secrétariat Ramsar afin de renforcer les capacités en matière d'égalité hommes-femmes et de zones humides, et a contribué à guider une planification tenant compte de la problématique hommes-femmes en vue du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

APPUI À UNE MISE EN ŒUVRE NATIONALE TENANT COMPTE DE LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES

Au Mozambique, l'UICN a aidé les communautés et les districts à soutenir efficacement l'amélioration de la résilience côtière, notamment en formant des dirigeantes au financement de la conservation. En Iraq, l'UICN a formé les autorités, principalement des femmes, à l'utilisation des logiciels et technologies d'information géographique pour la recherche et le suivi de la biodiversité, tandis que les femmes du ministère libanais de l'environnement ont reçu une formation visant à accroître leur participation à la conservation de la biodiversité marine et côtière.

La Selva Maya est la deuxième plus grande forêt tropicale des Amériques, avec 20 écosystèmes et de nombreuses aires protégées. Afin d'aider à mieux protéger la Selva Maya de l'agriculture non durable et de l'exploitation forestière illégale,



l'UICN a travaillé avec plus de 100 parties prenantes, y compris des dirigeantes, des membres des communautés autochtones et des techniciennes des institutions responsables des aires protégées, afin de produire des plans régionaux d'aires protégées et de réserves forestières sensibles aux questions de genre.

Au Honduras et au Salvador, l'UICN a formé 442 personnes, dont environ la moitié étaient des femmes, à la législation environnementale, à la planification de la gestion et aux approches sensibles aux questions de genre pour améliorer la biodiversité côtière de la région. Cette formation a permis de faire en sorte que les femmes représentent au moins la moitié des associations d'épargne rurales, et d'améliorer le leadership des femmes aux postes de conseil d'administration concernés (aujourd'hui 43%).

Le gouvernement de la République Dominicaine a lancé son Plan d'action sur les changements climatiques en faveur de l'égalité hommes-femmes, élaboré avec l'UICN pour guider ses Contributions déterminées à l'échelle nationale dans le cadre de l'Accord de Paris. Plus de 800 participants au troisième Congrès des aires protégées d'Amérique Latine et Caraïbes de l'UICN ont signé la première Déclaration des femmes du congrès, jetant les bases d'un programme sensible aux questions de genre pour le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020.

GÉNÉRER DES CONNAISSANCES SUR L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

L'UICN s'est associée au Programme des Nations unies pour l'environnement et aux gouvernements du Mexique, de la République Démocratique Populaire du Laos et du Kenya afin de fournir des conseils aux gouvernements sur l'intégration de statistiques sensibles aux questions de genre dans leurs travaux visant à atteindre les Objectifs de développement durable. L'UICN a également collaboré avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour documenter les preuves mondiales expliquant pourquoi et comment l'égalité hommes-femmes améliore la gestion durable de la pêche.

Par le biais du programme *Mangroves for the Future* (Des mangroves pour l'avenir) en Asie, l'UICN a aidé à intégrer les bonnes pratiques sensibles aux questions de genre dans la gestion et la restauration des mangroves. L'UICN s'est également associée à la Banque africaine de développement et au Fonds d'investissement pour le climat pour élaborer un matériel de formation à l'intention du personnel de la banque sur la gestion de projets liés aux changements climatiques intégrant les questions d'égalité hommes-femmes, sur la base d'études de cas au Ghana et au Maroc.

TRAVAUX À VENIR

Alors que la communauté internationale se mobilise en faveur du Congrès mondial de la nature de l'UICN et du cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020, l'UICN poursuivra ses travaux pour veiller à ce que les projets environnementaux évitent non seulement d'exacerber les inégalités, mais améliorent également de façon proactive l'égalité hommes-femmes.

En 2020, l'UICN publiera une importante étude et une plateforme de connaissances sur les liens entre violence sexiste et environnement, qui mobiliseront les partenaires pour lutter contre les inégalités hommes-femmes et la violence liée aux ressources naturelles et à l'environnement. L'UICN continuera de fournir des preuves démontrant comment l'égalité hommes-femmes peut améliorer les solutions fondées sur la nature en co-publiant des résultats qualitatifs et quantitatifs de projets pilotes au Ghana, en Indonésie et aux Philippines, sur l'autonomisation des femmes, l'accès au financement et la durabilité de la pêche.

Avec le soutien du Fonds vert pour le climat, l'UICN aidera le Pakistan à élaborer un plan d'action pour les changements climatiques sensible aux questions de genre.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et IUCN. (2018). *Gender and environment statistics: Unlocking information for action and measuring the SDGs*. Nairobi, Kenya : PNUE.

J. Siles, et al. (2019). *Advancing Gender in the Environment: Gender in Fisheries - A Sea of Opportunities*. UICN et USAID. Washington, États-Unis: USAID. 68pp.

MFF, SEI, SEAFDEC (2018). *Gender in coastal and marine resource management: A regional synthesis report*. Bangkok, Thaïlande: MFF, 70pp.

DOMAINES DE TRAVAIL

PRODUCTION DE DONNÉES ET DE CONNAISSANCES SUR L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT
SOLUTIONS TENANT COMPTE DE LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES EN MATIÈRE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES



L'UICN a collaboré avec l'USAID pour documenter des données mondiales expliquant pourquoi et comment l'égalité hommes-femmes améliore la gestion durable des pêches.

GOVERNANCE ET DROITS

Les approches et solutions fondées sur les droits de l'Homme, qui favorisent l'équité et l'inclusion sociales, sont fondamentales pour une gestion et une conservation efficaces des ressources naturelles.

La justice sociale, l'équité et l'inclusion sont le fondement de la vision de l'UICN d'un monde juste qui valorise et préserve la nature. L'UICN s'emploie à promouvoir les droits et rôles des peuples autochtones dans la conservation, à renforcer la gouvernance des ressources naturelles et à promouvoir l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes.

L'UICN a aidé à faciliter la gestion des pâturages par des groupes pastoraux Bédouins, en collaboration avec l'Organisation arabe de développement agricole et le Réseau des communautés pastorales arabes.



FAIRE PROGRESSER LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

En 2019, l'UICN a élargi son travail avec ses Organisation des peuples autochtones (OPA) Membres, à l'appui de leur stratégie autodéterminée pour travailler ensemble et avec l'UICN. Les OPA Membres ont exprimé leur intérêt pour un partage des connaissances et un renforcement de leurs institutions. En réponse, l'UICN a organisé un échange d'apprentissage avec ses Membres et partenaires à Tecpán, au Guatemala. L'échange a permis aux participants autochtones de partager leurs connaissances et de créer des synergies sur leurs approches pour influencer les politiques environnementales internationales, assurer un financement durable, gérer les territoires et développer les entreprises locales. L'échange a influencé le soutien continu de l'UICN à ses OPA Membres, y compris son travail conjoint pour guider les décisions pertinentes de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

En Amérique centrale, avec le soutien de la Fondation Ford, l'UICN a mené une étude d'impact sur la dynamique territoriale créée par l'expansion des industries extractives sur le territoire du peuple Maya Q'eqchi'. Ces analyses ont contribué à la gestion autochtone légale de ces terres, ainsi qu'à la récupération d'une superficie de près de 25 000 hectares au profit de 40 communautés. Dans la Moskitia Hondurienne, l'élaboration d'un protocole de pêche autochtone mobilise les connaissances traditionnelles pour renforcer le suivi des stocks de poissons en vue d'une meilleure gestion des ressources halieutiques marines de la région. Un comité de gouvernance a également été créé pour conseiller les Conseils territoriaux autochtones sur la protection et la gestion des ressources hydro-biologiques de la région et pour mettre en œuvre un programme de petites subventions et de plans d'affaires. L'initiative est dirigée par l'Agence pour le développement de la Moskitia et des Organisations de peuples autochtones Membres de l'UICN en tant que co-exécuteurs, le ministère de l'Environnement du Honduras agissant en tant qu'autorité environnementale.

PROMOUVOIR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES

Garantir les droits et partager le pouvoir et les responsabilités grâce à une gouvernance renforcée des ressources naturelles est bénéfique pour les personnes et la biodiversité. En 2019, l'UICN a appliqué son cadre de gouvernance des ressources naturelles pour guider des actions de gouvernance des ressources. En Tanzanie, les évaluations réalisées à l'aide du cadre ont permis de mettre en place des plateformes de gestion des ressources en eau dans 90 villages, de soutenir la gestion du régime foncier et la résilience dans 17 villages et d'établir des chaînes de production et des marchés équitables dans 16 coopératives. En Ouganda, quatre organisations de

la société civile ont utilisé le cadre de l'UICN pour promouvoir 30 demandes d'indemnisation par des détenteurs de droits fonciers, mettre fin aux expulsions de terres et empêcher la conversion de la forêt de Budongo en plantations de canne à sucre. Au Mozambique, l'UICN a soutenu des plateformes multipartites et des approches de gouvernance des ressources naturelles qui améliorent à la fois les moyens de subsistance locaux et les résultats en matière de conservation. Quatre mille ménages ont augmenté leurs revenus grâce à la production de miel et à l'amélioration de la productivité agricole, tandis que 46 hectares de forêts dégradées ont été replantés. Au Burkina Faso, le soutien de l'UICN a permis le développement de mécanismes de résolution des griefs dans 32 municipalités, afin de soutenir la gouvernance locale des ressources naturelles, 53 organisations de base et 17 entreprises économiques locales utilisant ces instruments à ce jour.

En Asie occidentale, l'UICN a collaboré avec l'Organisation arabe de développement agricole et le Réseau des communautés pastorales arabes pour soutenir les investissements dans le développement de groupes pastoraux Bédouins pour réhabiliter les pâturages, en documentant et en renforçant les connaissances traditionnelles sur la gestion des pâturages. En Europe, l'UICN a collaboré avec la Commission européenne pour organiser un dialogue entre agriculteurs et acteurs environnementaux, dont les résultats ont été présentés aux autorités gouvernementales pour l'élaboration des plans agricoles nationaux. En Amazonie, l'UICN a rassemblé cinq années d'expérience dans des publications visant à transférer les connaissances sur les meilleures pratiques et à renforcer les capacités du Réseau latino-américain de coopération technique sur les parcs nationaux, les autres aires protégées et la faune.

TRAVAUX À VENIR

En 2020, l'UICN publiera l'intégralité du Cadre de gouvernance des ressources naturelles, offrant une approche robuste et inclusive pour évaluer et renforcer la gouvernance des ressources naturelles à plusieurs niveaux et dans divers contextes.

L'UICN travaille avec ses Organisation des peuples autochtones Membres à l'organisation d'un Sommet des peuples autochtones lors du Congrès mondial de la nature 2020. Le Sommet réunira des peuples autochtones du monde entier, afin de les sensibiliser aux mesures nécessaires pour garantir les droits des peuples autochtones et leur rôle en tant que gardiens de la nature.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

IUCN ROWA (2019). *Water, energy and food security Nexus in Jordan, Lebanon and Tunisia: Assessment of current policies and regulatory and legal framework*. Amman, Jordanie: UICN.

Lederman, M., Arguedas, S., Luz, L. y REDPARQUES – Proyecto IAPA (2019). *Ríos de aprendizajes: buenas prácticas en Áreas Protegidas amazónicas con Enfoque de Paisaje*. Quito, Équateur : Medio Ambiente

Ramos, A., Kurashima, N., Dzul, A.C., Rodriguez, D., Elias, J.C., et Springer, J. (2019). *Peer-to-peer learning for enhancing capacities: An international indigenous knowledge exchange*. Gland, Suisse: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

PROMOTION DES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES
RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES
RESSOURCES NATURELLES



Au Burkina Faso, le soutien de l'UICN a conduit à l'élaboration de mécanismes de résolution des griefs visant à soutenir la gouvernance locale des ressources naturelles, et utilisés par 70 groupes locaux à ce jour.

MILIEUX MARINS ET POLAIRES

Plus de trois milliards de personnes dépendent de la biodiversité côtière et marine pour leur alimentation et leurs revenus. Les régions polaires sont également essentielles à la régulation du climat et autres fonctions favorisant le bien-être humain.

L'UICN s'attaque à trois des défis les plus importants auxquels sont confrontées les régions océaniques et polaires du monde : les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution. En collaboration avec des gouvernements, des entreprises et des experts scientifiques, l'UICN met en lumière la complexité des menaces mondiales et élabore des solutions novatrices pour la conservation des océans et l'utilisation durable des ressources naturelles marines.

MENACES LIÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La désoxygénation des océans devrait avoir un impact sur un large éventail d'organismes marins et modifier l'équilibre de la vie dans les océans. En décembre 2019, l'UICN a publié la plus grande étude scientifique menée à ce jour sur le sujet, incluant le travail de 67 experts scientifiques de 51 instituts. Le rapport, qui appelait à des réductions drastiques des émissions de carbone, a été largement repris par les principaux médias du monde entier, générant plus de 900 articles en ligne sur le sujet.

L'UICN a apporté son expertise sur une autre menace liée aux changements climatiques, l'acidification des océans, aux régions d'Amérique latine et d'Afrique de l'Est, afin de rallier les professionnels autour de l'établissement de plans d'action régionaux, dans le cadre d'un réseau intersectoriel visant à faire face à cette menace croissante.

FOURNIR DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE POUR LES CÔTES

L'UICN a continué de déployer le Mécanisme de financement du capital naturel bleu pour encourager les investissements privés dans des projets qui protègent, restaurent et améliorent les écosystèmes côtiers et marins, et soutiennent l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques. L'UICN a fait progresser l'initiative en s'engageant avec diverses parties prenantes, depuis des investisseurs d'impact jusqu'aux banques de développement, et en promouvant des investissements « bleus », tels que les obligations bleues et le financement d'infrastructures bleues.

L'UICN a contribué à la conservation de la biodiversité dans les zones marines et côtières en facilitant l'adoption d'instruments de gestion transfrontières entre le Guatemala, le Salvador et le Honduras concernant les activités de pêche, ainsi que de cadres réglementaires et de gestion pour les mangroves, les récifs coralliens et les herbiers marins. L'UICN a également contribué à la conception d'une initiative de corridor biologique pour l'aire protégée de Cuyamel Omoa-Punta Manabique au Guatemala, assurant la protection du lamantin, de l'Amazone à nuque jaune et de plusieurs espèces de coraux et de poissons.

L'UICN a mené des consultations nationales visant à élaborer une proposition pour la phase de mise en œuvre du Programme de grands écosystèmes marins du Golfe du Bengale. Le programme, qui devrait débuter en 2020, se concentre sur l'amélioration de la gestion de la pêche, l'expansion des aires marines protégées et le renforcement de la résilience côtière dans les huit pays riverains du Golfe du Bengale.

Dans le cadre du projet « Sauvez nos mangroves, maintenant », le Centre du droit de l'environnement de l'UICN a terminé la première étude mondiale détaillant les cadres juridiques et institutionnels régissant les mangroves et offrant des solutions qui répondent aux lacunes et aux faiblesses de gouvernance. Ces résultats seront diffusés tout au long de 2020 pour guider les décisions, les stratégies et les actions.

L'UICN et ses partenaires ont produit un film sur l'aquaculture marine durable dans les communautés côtières de Zanzibar.



L'UICN a publié la plus grande étude évaluée par des pairs à ce jour sur la désoxygénation des océans lors de la COP25 à Madrid. Plus de 900 articles de presse ont repris l'étude. De gauche à droite : John Baxter (co-auteur), Lisa Levin (Scripps Oceanography), Peter Thompson (Envoyé spécial des Nations unies pour les océans), Minna Epps (UICN), Dan Laffoley (co-auteur).

Financé par le partenariat France-UICN, le film met en lumière les avantages d'une coordination des activités aquacoles et des efforts de conservation dans la zone intertidale.

Le Groupe d'experts de la pêche (GEP) de la Commission de gestion des écosystèmes de l'UICN a contribué à l'élaboration de lignes directrices pour la pêche et les Autres mesures efficaces de conservation par zone (OECM), en collaboration avec la Convention sur la diversité biologique et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi qu'à la Consultation thématique sur la biodiversité marine et côtière pour le Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020.

PRÉSERVER LA HAUTE MER

L'UICN a continué de soutenir les efforts de la Conférence intergouvernementale des Nations unies pour établir un nouveau traité visant à protéger la vie océanique au-delà des frontières nationales. L'Union a contribué à éliminer les goulets d'étranglement dans l'élaboration du traité en collaborant avec les gouvernements d'Afrique et du Pacifique pour favoriser un consensus sur des questions difficiles, telles que le partage des avantages des ressources génétiques marines.

PLASTIQUES MARINS

Le programme *Close the Plastic Tap* (Fermer le robinet du plastique) de l'UICN génère des connaissances et soutient des actions pratiques pour réduire le plastique dans les milieux marins grâce à l'élaboration d'outils et de lignes directrices politiques. En 2019, grâce à des projets en Asie, en Afrique, en Méditerranée et en mer Baltique, le programme multipartenaires a contribué à améliorer l'évaluation des sources de pollution plastique, notamment avec le développement de la *Calculatrice d'empreinte plastique*. L'UICN a collaboré avec le Programme des Nations unies pour l'environnement à l'élaboration d'une méthodologie concernant les points chauds de pollution plastique, et a lancé des évaluations politiques, juridiques et économiques visant à identifier ces points chauds et les options d'assainissement. Grâce à de petites subventions, l'UICN a également favorisé des initiatives d'économie circulaire à petite échelle qui abordent la pollution plastique dans cinq pays.

L'UICN a développé
la *Calculatrice*
d'empreinte plastique,
contribuant à améliorer
l'évaluation des sources
de pollution plastique.

TRAVAUX À VENIR

L'UICN lancera l'initiative « Île sans déchets plastiques », un programme ambitieux visant à lutter contre les déchets plastiques dans six états insulaires du Pacifique et des Caraïbes. Le projet vise à démontrer les méthodes de valorisation des déchets plastiques par leur transformation en nouveaux produits, et à promouvoir des solutions pour une meilleure élimination des déchets, qui conduisent à une réduction de la pollution plastique dans l'environnement.

Au cours de l'année à venir, le projet REGENERATE de l'UICN fournira au Gouvernement des Maldives une assistance technique pour l'élaboration d'ensembles de données sur la biodiversité marine, d'évaluations écologiques et de plans de gestion des aires marines protégées, ainsi qu'une assistance pour le renforcement des capacités nationales d'évaluation des espèces menacées et en danger critique d'extinction.

L'UICN accueillera un pavillon « Océans et îles » lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille, qui réunira les professionnels marins autour d'un programme varié d'événements mettant en vedette les Membres et les Commissions de l'UICN.

L'UICN utilisera son expertise pour entreprendre des travaux d'évaluation de projets pour le Fonds Action bleue, une plateforme de subventions multi-pays pour des projets d'aires marines protégées et de durabilité dans les pays en développement.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Laffoley, D., Baxter, J.M. (eds.) (2019). *Ocean deoxygenation: Everyone's problem - Causes, impacts, consequences and solutions*. Full report. Gland, Suisse: UICN.

Slobodian, L. N., Badoz, L., eds. (2019). *Tangled Roots and Changing Tides: mangrove governance for conservation and sustainable use*. WWF Allemagne, Berlin, Allemagne et UICN, Gland, Suisse.

Boucher, J., Dubois, C. Kounina, A., Puydarrieux, P. (2019). *Review of plastic footprint methodologies: Laying the foundation for the development of a standardised plastic footprint measurement tool*. Gland, Suisse: UICN.

Garcia, S.M., Rice, J. (IUCN-CEM-FEG). *Assessing progress towards Aichi Biodiversity Target 6 on sustainable fisheries*. Montreal, Canada: Secretariat of the Convention on Biological Diversity.

DOMAINES DE TRAVAIL

[CÔTES MONDIALES](#)

[MENACES MONDIALES](#)

[BIENS COMMUNS MONDIAUX](#)



AIRES PROTÉGÉES ET CONSERVÉES

Les systèmes d'aires protégées et conservées, y compris les parcs nationaux, les aires de nature sauvage, les aires protégées communautaires et les réserves naturelles, sont l'un des meilleurs moyens d'enrayer la perte de biodiversité. Ils protègent la nature et les ressources culturelles, améliorent les moyens de subsistance et soutiennent le développement durable.

L'UICN aide les pays et les communautés à créer des aires protégées et conservées efficaces et équitables, qui produisent des résultats positifs pour la société. L'UICN s'efforce de développer les meilleures pratiques et approches permettant une conservation efficace, et aidant les sites à répondre aux normes les plus élevées, tout en guidant le développement des capacités professionnelles et en influençant les politiques nationales et mondiales.

Coraux dans le Parc Tun Mustapha, en Malaisie, l'une des plus grandes aires marines protégées du pays et candidate à la Liste verte de l'UICN des aires protégées et conservées. En 2019, neuf sites représentant une superficie totale de 6 052 km² ont été admis sur la Liste verte de l'UICN.



SUIVI DES PROGRÈS VERS L'OBJECTIF 2020 CONCERNANT LES AIRES PROTÉGÉES

Planète protégée, un projet conjoint de l'UICN et du Centre mondial de suivi de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement, suit les progrès réalisés vers les objectifs mondiaux en matière de biodiversité. À la fin de 2019, les aires protégées couvraient 15% des 17% de l'objectif mondial d'aires terrestres et 7,63% des 10% de l'objectif mondial d'aires marines. Dans les eaux nationales, 17,72% des zones marines et côtières sont protégées, dépassant l'objectif de 10% fixé pour 2020. En 2019, l'UICN a continué de soutenir les efforts des gouvernements nationaux pour rendre compte de manière exhaustive des aires protégées, afin de s'assurer que les meilleures estimations possibles soient disponibles en 2020.

Conformément à la définition adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur les « Autres mesures de conservation efficaces par zone », la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN a publié de nouvelles directives techniques et a organisé une formation pour soutenir la reconnaissance de ces sites et la présentation de rapports à leur sujet.

LISTE VERTE DE L'UICN DES AIRES PROTÉGÉES ET CONSERVÉES

En 2019, neuf sites représentant une superficie totale de 6 052 km² ont été inscrits sur la Liste verte de l'UICN des aires protégées et conservées, la première norme mondiale reconnaissant les meilleures pratiques en matière de conservation par zone. Au total, 50 pays se sont engagés à respecter les normes de la Liste verte de l'UICN, et plusieurs réseaux, dont le Partenariat pour les aires protégées d'Asie, ont inclus le programme de la Liste verte parmi leurs priorités. L'UICN a également fourni des conseils pour permettre à deux sites mexicains du Patrimoine Mondial de la Selva Maya, une région forestière tropicale d'Amérique centrale, d'établir un cadre commun pour une gestion efficace, basée sur les normes de la Liste verte.

La CMAP et ses partenaires régionaux ont convoqué le troisième Congrès des aires protégées d'Amérique latine et Caraïbes à Lima, Pérou, en octobre 2019, et ont célébré les succès de la Liste verte dans la région, notamment au Pérou, en Colombie et au Mexique. Une délégation des Caraïbes a également participé, soutenue par le programme Biodiversité et gestion des aires protégées (BIOPAMA) de l'UICN.

GOVERNANCE ET GESTION DES AIRES PROTÉGÉES

En 2019, le programme BIOPAMA de l'UICN, une collaboration entre l'UICN et le Centre commun de recherche de la Commission Européenne, a créé de nouveaux observatoires régionaux en Afrique orientale/ australe et en Afrique de l'Ouest. Hébergés par des institutions partenaires régionales et abritant les Systèmes régionaux d'information de référence, ces observatoires contribuent à l'efficacité des aires protégées et conservées

en soutenant le suivi et le développement des capacités pour améliorer la prise de décision.

BIOPAMA a lancé de nouveaux programmes de petites et moyennes subventions techniques, consacrant 9,2 millions d'euros à l'amélioration de l'efficacité des aires protégées et conservées dans 79 pays du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Dans les Caraïbes, BIOPAMA a aidé 16 pays à préparer leur sixième rapport national à la Convention sur la diversité biologique. En Afrique et dans le Pacifique, BIOPAMA a dispensé une formation sur la gouvernance et les outils de gestion des aires protégées et conservées.

Le Partenariat pour les aires protégées d'Asie (PAPA), l'initiative régionale de l'UICN pour les aires protégées, compte aujourd'hui 21 membres de 17 pays et constitue désormais une plateforme clé pour l'échange de meilleures pratiques à travers le continent. En 2019, le PAPA a continué de promouvoir l'adoption de la Liste verte des aires protégées et conservées, a renforcé les capacités dans des domaines techniques clés grâce à des ateliers régionaux et a offert un cours magistral sur les conflits hommes-éléphants.

L'UICN a continué de coordonner le thème des aires protégées pour PANORAMA, un partenariat axé sur le partage de solutions reproductibles sur une gamme de sujets de conservation. En 2019, PANORAMA a atteint plus de 550 cas de solutions documentées dans le monde entier. Le ministère allemand de l'Environnement (BMU) s'est engagé à financer le Secrétariat du Partenariat PANORAMA au cours des quatre prochaines années.

Grâce au soutien du partenariat France-UICN, l'UICN a proposé deux nouveaux MOOC (Massive Open Online Courses) sur la gestion et la gouvernance des aires protégées, auxquels ont participé plus de 15 000 étudiants. En 2019, un MOOC sur les nouvelles technologies a été ajouté à la série, pour un total de six MOOC et 37 032 participants depuis 2015.

L'UICN a organisé plusieurs événements visant à impliquer les jeunes dans la conservation à travers son groupe de spécialistes #NatureForAll, hébergé par la Commission d'éducation et communication (CEC) et la CMAP de l'UICN. En juillet 2019, #NatureForAll a organisé un programme d'éducation environnementale en immersion de huit jours pour plus de 2 000 Scouts du monde entier, lors du World Scout Jamboree en Virginie Occidentale, États-Unis, en partenariat avec six Membres de l'UICN (US National Park Service, Parcs Canada, Ocean Wise, Fédération canadienne de la faune, Sustainable Forestry Initiative, PCI Media). En octobre 2019, #NatureForAll, en partenariat avec les six Commissions de l'UICN, a participé au troisième Congrès des aires protégées d'Amérique latine et Caraïbes à Lima, Pérou, résultant en la création de RELAC-Joven, un réseau de jeunes et jeunes professionnels travaillant dans la gestion des aires protégées en Amérique latine.

TRAVAUX À VENIR

L'UICN et ses partenaires publieront des rapports sur l'État des aires protégées dans les Caraïbes, en Afrique de l'Est et Afrique australe et dans le Pacifique, détaillant les progrès de ces régions vers la réalisation des objectifs de biodiversité.

Le soutien récent de la République de Corée et de la Fondation Gordon et Betty Moore permettra l'expansion rapide du programme Liste verte en Amérique du Sud et en Asie. L'UICN préparera également un plan d'activités pour la Liste verte, afin de soutenir et étendre la croissance et la gestion continues du programme.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

IUCN WCPA (2019). *PARKS*. The International Journal of Protected Areas and Conservation, Volumes 25.1, 25.2. Gland, Suisse: UICN.

WCPA Task Force on OECMs (2019). *Recognising and reporting other effective area-based conservation measures*. Gland, Suisse: UICN.

Day, J., Dudley, N., Hockings, M., Holmes, G., Laffoley, D., Stolton, S., Wells, S. et Wenzel, L. (eds.) (2019). *Guidelines for applying the IUCN protected area management categories to marine protected areas*. Second edition. Gland. Suisse: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

[LISTE VERTE DES AIRES PROTÉGÉES ET CONSERVÉES](#)
[PANORAMA - SOLUTIONS POUR UNE PLANÈTE SAINE](#)
[PROGRAMME BIODIVERSITÉ ET GESTION DES AIRES PROTÉGÉES \(BIOPAMA\)](#)



En 2019, neuf sites représentant une superficie totale de 6 052 km² ont été admis sur la Liste verte de l'UICN des aires protégées et conservées.

ESPÈCES

Les animaux, les plantes et les champignons sont essentiels à une planète saine, mais les pressions anthropiques croissantes menacent leur survie. La surexploitation des ressources naturelles, la destruction des habitats, les espèces envahissantes, le commerce illégal d'espèces sauvages, la pollution et les changements climatiques figurent parmi les principales menaces pour la vie sur Terre.

L'UICN est à l'avant-garde de la lutte mondiale pour sauver les espèces de l'extinction. Les experts de l'UICN, dont plus de 9 000 membres de la Commission de la sauvegarde des espèces dans 174 pays, et des outils tels que la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ et la base de données mondiale sur les Zones clés pour la biodiversité, informent et guident les actions de conservation dans le monde entier.

La Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ a dépassé la barre des 100 000 espèces en 2019, avec 15 563 nouvelles espèces ajoutées à la liste. La récupération du Râle de Guam, précédemment déclaré Éteint à l'état sauvage, offre une lueur d'espoir dans un contexte de crise de biodiversité.



CONNAISSANCES SUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES

La Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ a dépassé la barre des 100 000 espèces en 2019. À la fin de 2019, la Liste rouge de l'UICN comprenait les évaluations de 112 432 espèces, dont 30 178 menacées d'extinction. L'ajout de 15 563 espèces à la Liste rouge de l'UICN en 2019, dont 7 962 arbres, a largement contribué à l'objectif du Baromètre de la vie d'évaluer 160 000 espèces d'ici 2020. Si les mises à jour de la Liste rouge de l'UICN ont mis en évidence le risque croissant d'extinction de nombreuses espèces, elles ont également révélé l'impact encourageant des efforts de conservation, comme dans le cas du rétablissement du Râle de Guam (*Hypotaenidia owstoni*).

Ces évaluations de la Liste rouge de l'UICN ont été réalisées en collaboration avec nos partenaires de la Liste rouge, grâce au soutien de l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi. Une grande partie des progrès réalisés au cours de la dernière année a été possible grâce à Toyota Motor Corporation et au partenariat UICN-Toyota pour la Liste Rouge, qui a soutenu 9 150 évaluations d'espèces en 2019.

POLITIQUES ET PLANIFICATION DE LA CONSERVATION DES ESPÈCES

L'expertise de la Commission de l'UICN de la sauvegarde des espèces et les informations actualisées de la Liste rouge de l'UICN ont soutenu la mise en œuvre d'accords multilatéraux axés sur la conservation des espèces, notamment la Convention sur les espèces migratrices et la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Les données de la Liste rouge de l'UICN ont également étayé les statistiques utilisées dans l'Évaluation mondiale de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, révélant le déclin alarmant de la biodiversité. L'UICN a continué de souligner l'importance de la planification en tant que discipline de conservation, publiant un certain nombre de nouveaux Plans de conservation d'espèces de la CSE de l'UICN. La National Geographic Society et la Fondation Segré ont soutenu la mise en œuvre de ces plans dans le cadre de leur initiative de Rétablissement des espèces au bord de l'extinction, en partenariat avec la CSE.

MESURES DE CONSERVATION DES ESPÈCES

Lors de la quatrième réunion des dirigeants de la CSE, organisée par l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi, l'UICN a lancé l'Appel d'Abu Dhabi pour une action mondiale de conservation des espèces. L'appel exhorte les gouvernements, les organismes internationaux et le secteur privé à mettre fin au déclin des espèces et à prévenir les extinctions causées par l'homme d'ici 2030, à améliorer l'état de conservation des espèces menacées et à assurer leur rétablissement d'ici 2050.

L'UICN a continué d'accorder des subventions pour soutenir les actions de conservation des espèces menacées. À ce jour, l'initiative Sauvez nos espèces - UICN et le Programme intégré de conservation de l'habitat du tigre ont soutenu 172 projets protégeant près de 500 espèces dans 76 pays.

En 2019, le portefeuille Sauvez nos espèces - UICN a atteint 33 projets actifs. En plus de nouvelles initiatives visant à conserver le léopard des neiges, la gazelle à goitre, la tortue Batagur birmane, l'éléphant d'Asie et toutes les espèces de Gibbons, l'équipe a étendu ses initiatives en cours sur les lémuriens de Madagascar, ainsi que sur les grands carnivores et les espèces proies dont ils dépendent en Afrique subsaharienne.

Le Programme intégré de conservation de l'habitat du Tigre a continué de financer plusieurs projets en Asie pour améliorer la conservation du tigre. En outre, une étude financée par le programme a souligné l'importance des sites de haute altitude dans l'Himalaya pour les tigres. Le programme a également réuni à Bangkok des organisations de la société civile dans le cadre d'un atelier sur les conflits et la coexistence entre l'homme et la faune sauvage.

Le travail d'actions de conservation des espèces de l'UICN est possible grâce à nos donateurs, dont la Coopération allemande (BMZ) et la Banque de développement KfW, la Commission européenne, l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi, Global Wildlife Conservation, la Fondation Segré et la National Geographic Society.

TRAVAUX À VENIR

L'UICN élaborera un Plan d'action mondial sur les espèces afin d'aider les gouvernements, la société civile et autres acteurs à atteindre les objectifs de haut niveau et les cibles d'action pour 2030 du cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020.

Deux mises à jour de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ seront publiées au cours de l'année 2020. L'UICN continuera d'ajouter des évaluations et réévaluations d'espèces à la Liste rouge, en s'efforçant d'atteindre l'objectif du Baromètre de la vie consistant à évaluer au moins 160 000 espèces d'ici 2020. L'évaluation mondiale des reptiles de l'UICN sera publiée et les consultations se poursuivront avec l'ensemble des Membres de l'UICN autour d'une nouvelle méthode d'évaluation du rétablissement des espèces inscrites sur la Liste rouge de l'UICN.

L'initiative Sauvez nos espèces - UICN a sélectionné de nouveaux projets à financer dans le cadre de toutes les initiatives en cours, et la deuxième phase de certains projets du Programme intégré de conservation de l'habitat du tigre commenceront.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Rivers, M.C. et al. (2019) *European Red List of Trees*. Cambridge, Royaume-Uni et Bruxelles, Belgique: UICN.

Lee, A.T.K. et al. (2019). *Reforestation for the climate of tomorrow: Recommendations for strengthening orangutan conservation and climate change resilience in Kutai National Park, Indonesia*. Gland, Suisse: UICN.

Hodgetts, N. et al. (2019). *A miniature world in decline: European Red List of Mosses, Liverworts and Hornworts*. Bruxelles, Belgique: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

CONNAISSANCES POUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES

POLITIQUES ET PLANIFICATION DE LA CONSERVATION DES ESPÈCES

MESURES DE CONSERVATION DES ESPÈCES



En 2019, la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ a dépassé la barre des 100 000 espèces, avec le soutien continu du Partenariat UICN-Toyota pour la Liste rouge et de l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi.

EAU

Les crises liées à l'eau figurent parmi les principaux risques mondiaux de la dernière décennie. De trop d'eau conduisant à des précipitations extrêmes et des inondations, à un manque d'eau conduisant à des sécheresses dévastatrices et des feux de forêt, l'eau affecte tout le monde.

L'UICN encourage une gestion durable des ressources en eau pour préserver la biodiversité, contribue à améliorer la gouvernance de l'eau dans les bassins transfrontières afin d'éviter les conflits liés à l'eau, et soutient les investissements dans les infrastructures naturelles de l'eau pour l'adaptation aux changements climatiques.

Agriculteurs sans terre pêchant dans la rivière Teesta, partagée par le Bangladesh et l'Inde. La rivière est fortement envasée et a changé son cours à plusieurs reprises, engloutissant des milliers d'hectares de terres agricoles productives. Le programme BRIDGE de l'UICN soutient les capacités des pays partageant un bassin fluvial ou lacustre, comme le bassin de la Teesta, à mettre en œuvre des stratégies efficaces de gestion de l'eau.

GOVERNANCE DE L'EAU

Dans la région africaine du Sahel, avec le soutien de la Direction suisse du développement et de la coopération, le programme BRIDGE (Building River Dialogue and Governance - Renforcer le dialogue et la gouvernance autour des cours d'eau) de l'UICN a aidé à faciliter la mise en œuvre de la Charte de l'eau du lac Tchad, en s'attaquant directement au défi de la baisse des niveaux d'eau et en fournissant des outils de gestion des conflits liés à l'eau et de coopération transfrontalière à 300 personnes vivant dans le bassin du lac Tchad. L'UICN a également facilité la coopération entre les gouvernements, la société civile et les gestionnaires de bassins fluviaux, afin de soutenir la gestion des eaux transfrontières.

Le soutien de BRIDGE à la Commission binationale Pérou-Équateur a renforcé la diplomatie des eaux transfrontières dans la région des Andes, grâce à une meilleure gestion des neuf bassins fluviaux partagés entre les deux pays. Dans le bassin du lac Titicaca, BRIDGE a aidé 84 femmes de Bolivie et du Pérou à acquérir des connaissances techniques et juridiques pour renforcer la capacité des communautés locales à gérer le lac transfrontalier, l'importante pollution et la baisse des niveaux d'eau.

Dans le bassin du Gange-Brahmapoutre-Meghna, partagé entre le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, l'Inde et le Népal, l'UICN a dirigé trois ateliers visant à aider les organisations de la société civile à jouer un rôle plus important dans la gestion durable des eaux transfrontières.



GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

En collaboration avec le Centre régional pour l'environnement d'Asie centrale, l'UICN a coordonné le Lien eau-énergie-sécurité alimentaire, en organisant des ateliers à l'intention des représentants des gouvernements et des membres des organisations locales de bassins hydrographiques, afin de favoriser la coopération et le dialogue dans le domaine de l'eau entre le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

En réponse à la tendance alarmante de perte de zones humides révélée dans les Perspectives Ramsar 2018 sur les zones humides, l'UICN et les organisations internationales partenaires de la Convention (BirdLife International, WWF, Wetlands International, Institut international de gestion de l'eau et Wildfowl & Wetlands Trust) ont envoyé une lettre ouverte aux Parties à la Convention appelant à une Décennie pour les zones humides dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030). L'Initiative régionale indo-birmane Ramsar de l'UICN a soutenu la recherche et les dialogues communautaires pour évaluer la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes aux changements climatiques. Le plan stratégique de l'Initiative joue un rôle important dans l'élaboration de plans d'adaptation et l'amélioration des services écosystémiques des zones humides.

En coordination avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'UICN a dirigé des sessions sur la pollution plastique lors de la Semaine mondiale de l'eau à Stockholm. Dans le cadre de l'Initiative Climate Bonds (Obligations climatiques), l'UICN a aidé à définir de nouveaux critères pour les projets hydroélectriques, axés sur le suivi du consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones touchés par de tels projets.

CROISSANCE VERTE INCLUSIVE EN AFRIQUE

L'initiative SUSTAIN-Afrique, dirigée par l'UICN, soutient une croissance durable et inclusive pour améliorer la sécurité hydrique et alimentaire et la résilience climatique. En collaboration avec des ONG locales, les travaux menés dans le cadre de l'initiative SUSTAIN ont abouti à la création de la Réserve forestière naturelle de Kalambo, couvrant une superficie de 60 000 hectares. La réserve forme un corridor écologique qui permet le déplacement de la faune sauvage entre la Réserve de gibier de Kalambo, en Zambie, et d'autres aires protégées en Tanzanie, et soutient les communautés locales en créant de nouvelles opportunités pour le tourisme et le développement.

Au Mozambique, 10 des 40 clubs de producteurs agricoles et pêcheurs créés par SUSTAIN se sont légalement enregistrés en tant qu'associations et ont obtenu des certificats de droits d'utilisation des terres par le gouvernement Mozambicain, permettant une reconnaissance et la protection de leurs droits fonciers. Les associations nouvellement créées sont aujourd'hui mieux placées pour protéger et conserver les terres dont elles sont responsables et investir dans des processus qui assureront des rendements plus élevés à long terme.

TRAVAUX À VENIR

En 2020, les principaux objectifs seront de mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature et de soutenir la conservation de la biodiversité d'eau douce et l'adaptation aux changements climatiques.

Par le biais du programme BRIDGE, l'UICN continuera de développer et de renforcer la coopération transfrontalière dans les bassins lacustres et fluviaux en Afrique, en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Asie. L'UICN élargira également ses travaux sur l'eau et le développement intégré des paysages afin de soutenir une croissance verte inclusive.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Brunner, J., Carew-Reid, J., Glémet, R., McCartney, M. et Riddell, P. J. (2019). *Measuring, understanding and adapting to nexus trade-offs in the Sekong, Sesan and Srepok transboundary river basins*. Hanoi, Vietnam: UICN.

Riddell, P. (2019). *Water use and Nexus opportunities in the Central Highlands of Viet Nam: An overview*. Hanoi, Vietnam: UICN.

Meyer, K. (2019). *Building an enabling environment for water, energy and food security dialogue in Central Asia*. Belgrade, Serbie: UICN.

Siddiqui, S., Chohan, S. et Sinha, V. (2019). *Governance of the Ganges River Basin: A comparative analysis of water agreements and the UN Watercourses Convention*. Bangkok, Thaïlande: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

[RENFORCEMENT D'UNE BONNE GOUVERNANCE DE L'EAU](#)

[MISE EN ŒUVRE D'UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU](#)

[INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES NATURELLES](#)



Les travaux menés dans le cadre de l'initiative SUSTAIN ont conduit à la création de la Réserve forestière naturelle de Kalambo, couvrant une superficie de 60 000 hectares.

PATRIMOINE MONDIAL

Les sites naturels du Patrimoine mondial sont reconnus comme les aires protégées les plus importantes de la planète, offrant des avantages vitaux à des millions de personnes dans le monde. Pourtant, ils subissent une pression croissante du fait des changements climatiques, du développement d'infrastructures, de l'exploitation minière, du braconnage et autres menaces.

L'UICN est l'organe consultatif officiel sur la nature au titre de la Convention du patrimoine mondial. Dans le cadre de ce rôle, l'UICN évalue les sites proposés pour la Liste du patrimoine mondial et réalise un suivi de l'état de conservation des sites inscrits, dans le but d'améliorer la gestion des sites du Patrimoine mondial et de renforcer le rôle de la Convention dans la conservation de la nature et le développement durable.



Délégation de l'UICN à la 43e session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO en Azerbaïdjan. L'UICN est l'organe consultatif officiel sur la nature au titre de la Convention du patrimoine mondial. De gauche à droite : Junya Yamaguchi, Juan Carlos Barientos, Elena Osipova, Katherine Zischka, Mizuki Murai, Tilman Jaeger, Peter Shadie, Youssofph Diedhiou, Thierry Lefebvre, Cyril Kormos, Jamili Nais.

ACTIVITÉS DE CONSEIL AUPRÈS DU COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Les recommandations de l'UICN au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO comprenaient 55 rapports de suivi sur les sites du Patrimoine mondial confrontés à des menaces, ainsi que des évaluations des propositions de neuf nouveaux sites et d'une extension de site existant.

Le Comité a suivi les recommandations de l'UICN d'inscrire quatre nouveaux sites, faisant des Terres et mers australes françaises le plus grand site du Patrimoine mondial sur Terre. En conséquence, le Patrimoine mondial naturel a augmenté de plus de 69 millions d'hectares en 2019, et couvre aujourd'hui 369 millions d'hectares dans le monde, soit une augmentation de 23% par rapport à 2018.

L'UICN a recommandé de retarder l'inscription des Refuges d'oiseaux migrants le long de la côte du site Mer Jaune-Golfe de Bohai, en Chine, jusqu'à ce que toutes les phases proposées du site soient claires et qu'un certain nombre de conditions supplémentaires soient remplies. Bien que le Comité ait tout de même décidé d'inscrire la première phase de ce site, l'avis de l'UICN a catalysé un certain nombre de nouveaux engagements importants de la Chine, qui renforceront la protection du site et de la voie de migration Asie-Australasie.

Le Comité a suivi la recommandation de l'UICN d'inscrire les Îles du Mexique et les aires protégées du Golfe de Californie au Patrimoine mondial en danger, en raison de l'extinction imminente du Vaquita, le plus petit marsouin du monde. L'UICN a fermement déconseillé le développement du barrage de Rufiji, à l'intérieur de la Réserve de faune de Selous, en Tanzanie, et a commandé deux rapports indépendants sur les évaluations environnementales du projet. Les deux rapports ont démontré que ces évaluations ne respectaient pas les normes acceptables, ce qui représente un risque réel de voir Selous perdre son statut de site du Patrimoine mondial si ce projet allait de l'avant.

PERSPECTIVES DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UICN

Les Perspectives du Patrimoine mondial de l'UICN évaluent et réalisent un suivi des perspectives de conservation de tous les sites naturels du Patrimoine mondial. En 2017, les Perspectives du Patrimoine mondial de l'UICN 2 avait identifié les changements climatiques comme la menace la plus importante pour le Patrimoine mondial naturel, et en 2019, l'UICN a publié la première étude sur les glaciers du Patrimoine mondial. Documentant 19 000 glaciers présents dans 46 sites du Patrimoine mondial naturel (sur un total de 247 sites en avril 2019), l'étude prédit que les glaciers disparaîtront de près de la moitié de ces sites si les émissions continuent au rythme actuel.

L'UICN a organisé un atelier au Kazakhstan pour identifier les priorités de conservation pour trois sites du Patrimoine mondial en Asie centrale, suivant une méthodologie développée avec le Comité français de l'UICN pour des actions basées sur les Perspectives du Patrimoine mondial de l'UICN. Celui-ci a réuni des gestionnaires d'aires protégées de la région, ainsi que des experts mondiaux et régionaux de l'UNESCO et de l'UICN.

COMBLER LES LACUNES DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

Dans une nouvelle étude financée par l'Administration du patrimoine culturel de la République de Corée, des experts de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN ont identifié 18 sites volcaniques comme candidats les plus probables à un futur statut de sites du Patrimoine mondial. Le rapport, publié lors de la réunion du Comité du patrimoine mondial en juillet, montre que le Pacifique Sud-Ouest et occidental, l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord sont des régions riches en volcans, avec actuellement peu ou pas de volcans du Patrimoine mondial.

L'UICN a dispensé une formation aux gestionnaires de nouveaux sites potentiels au Cameroun, en Éthiopie, au Nigeria et au Soudan du Sud, dans le cadre d'une initiative quinquennale du Fonds africain du Patrimoine mondial visant à accroître l'inventaire du Patrimoine Mondial de l'Afrique. L'UICN a également fourni des conseils techniques pour la candidature potentielle au Patrimoine mondial de la réserve de biosphère de la Sierra de las Minas, au Guatemala.

PATRIMOINE MONDIAL ET CADRE MONDIAL POUR LA BIODIVERSITÉ POUR L'APRÈS-2020

L'UICN, en partenariat avec l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature (BfN), a organisé un atelier d'experts sur la contribution de la Convention du patrimoine mondial à la conservation de la biodiversité mondiale pour l'après-2020. L'atelier a réuni une vingtaine d'experts du Patrimoine mondial et des politiques environnementales de diverses organisations, dont le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et l'organe consultatif culturel Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels, ainsi que des gouvernements. Cette collaboration a abouti à la présentation d'une déclaration à la Convention sur la diversité biologique en décembre, visant à garantir que le Patrimoine mondial apporte une valeur ajoutée au Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020.

TRAVAUX À VENIR

Après avoir recueilli les commentaires de centaines d'experts du monde entier, l'UICN publiera le document Perspectives du Patrimoine mondial de l'UICN 3, produit phare de l'UICN sur le Patrimoine mondial naturel, lors de la Conférence des Nations unies sur la biodiversité de 2020 à Kunming, Chine. Avec le soutien de la Fondation MAVA, les Perspectives du Patrimoine mondial de l'UICN incluront plus de 250 évaluations de sites mises à jour en ligne.

L'UICN fournira ses recommandations annuels au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ces recommandations comprendront plus de 60 rapports de suivi sur des sites menacés et des évaluations de sites candidats en Éthiopie, en Géorgie, au Japon, en République de Corée, en Slovaquie et en Thaïlande.

Dans le cadre du programme de Leadership du patrimoine mondial, financé par la Norvège et géré conjointement avec le Centre international d'études sur la préservation et la restauration des biens culturels, l'UICN continuera de mettre à jour les manuels et de dispenser une formation sur la gestion, la résilience aux changements climatiques et aux catastrophes, et les évaluations d'impact environnemental des sites du Patrimoine mondial. En collaboration avec le Centre régional arabe pour le Patrimoine mondial, l'UICN publiera Tabe'a III, troisième étude sur le Patrimoine mondial naturel arabe.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Bosson, J.-B., Huss, M., Osipova, E. (2019). *'Disappearing World Heritage glaciers as a keystone of nature conservation in a changing climate'*. Earth's Future, 7 (4): 469–479

Casadevall, T. J., Tormey, D. et Roberts, J. (2019). *World Heritage Volcanoes: Classification, gap analysis, and recommendations for future listings*. Gland, Suisse: UICN.

DOMAINES DE TRAVAIL

ACTIVITÉS DE CONSEIL AUPRÈS DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

PERSPECTIVES DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UICN

LEADERSHIP DU PATRIMOINE MONDIAL

AVANTAGES DU PATRIMOINE MONDIAL NATUREL



Le Comité du patrimoine mondial a suivi les recommandations de l'UICN concernant l'inscription de quatre nouveaux sites. Les sites naturels du Patrimoine mondial couvrent désormais 369 millions d'hectares dans le monde, soit une augmentation de 23% par rapport à 2018.

SCIENCE ET ÉCONOMIE

Une base scientifique solide est essentielle à une prise de décision efficace en matière de conservation de la nature et de développement durable, garantissant que la biodiversité perdure et continue de fournir les services dont dépendent le bien-être humain et l'économie mondiale.

L'UICN fait progresser les connaissances scientifiques et économiques pour une action de conservation efficace. L'UICN génère et analyse des données sur la conservation, fournit des normes rigoureuses pour évaluer l'état de la biodiversité et des aires de conservation dans le monde, fournit des conseils sous forme d'outils et de méthodologies pour les efforts de conservation et de restauration, et travaille avec d'autres réseaux scientifiques.

ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE LA NATURE ET DE LA CONSERVATION

L'UICN produit les normes mondiales pour l'évaluation du risque d'extinction des espèces et d'effondrement des écosystèmes, la Liste rouge des espèces menacées™ et la Liste rouge des écosystèmes, respectivement, ainsi que pour l'évaluation des sites d'importance, la base de données mondiale des Zones clés pour la biodiversité et Planète protégée.

Les évaluations de 15 536 espèces supplémentaires ont été publiées dans la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ en 2019. Ces nouvelles évaluations ont mis en évidence l'état préoccupant des poissons d'eau douce dans le monde, car ces espèces continuent d'être menacées par la perte de rivières non aménagées, la dégradation des habitats, la pollution, les espèces envahissantes et les changements climatiques. Ces évaluations incluaient également toutes les espèces connues d'eucalyptus dans le monde. La Liste rouge des écosystèmes a continué de croître en 2019. Deux articles sur la mise en œuvre de la Liste rouge des écosystèmes dans les politiques publiques ont également été publiés.

Le Rapport Planète protégée, un partenariat entre l'UICN et le Centre mondial de suivi de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement, suit les progrès vers la réalisation des objectifs mondiaux en matière de biodiversité. En 2019, la couverture terrestre des Zones clés pour la biodiversité était de 44%, la couverture des eaux douces de 41% et la couverture marine de 46%. Les Zones clés pour la biodiversité (ZCB) sont des sites d'importance mondiale pour la biodiversité. Le partenariat ZCB, géré par 13 partenaires ZCB, dont l'UICN, a travaillé avec des pays du monde entier pour les encourager à former des Groupes nationaux de coordination ZCB et à identifier, cartographier et conserver les ZCB. Neuf groupes nationaux de coordination ZCB ont été créés et une formation axée sur l'application des critères ZCB a été dispensée dans 14 pays. Plus de 16 000

sites sont aujourd'hui reconnus comme ZCB et seront intégrés dans les plans du cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020.

L'UICN a continué de développer des méthodes visant à établir des objectifs scientifiques spécifiques en matière de biodiversité, afin d'aider les pays et les acteurs non étatiques à progresser vers les objectifs mondiaux en matière de biodiversité, tels que l'objectif post-2020 de mettre un terme à la perte nette de biodiversité d'ici 2030. L'UICN a soutenu l'élaboration d'un indicateur de Réduction des menaces et de restauration des espèces (STAR), aujourd'hui bien avancé, dans le cadre d'un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial et mis en œuvre par Conservation International. Des travaux parallèles sont en cours pour soutenir l'élaboration d'objectifs écosystémiques et de diversité génétique scientifiques.

L'Outil d'évaluation intégrée de la biodiversité (IBAT) fait autorité et fournit des informations géographiques sur la biodiversité mondiale pour soutenir la prise de décision. Il est développé grâce à un partenariat entre BirdLife International, Conservation International, l'UICN et le Centre mondial de suivi de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement. En janvier, le partenariat a lancé IBAT 3.0, une mise à niveau regroupant trois plateformes précédemment distinctes : IBAT pour les entreprises, IBAT pour le Groupe Banque Mondiale et IBAT pour la recherche et la conservation. L'intérêt pour cet outil est croissant, et au cours de l'année, plus de 400 personnes ont assisté aux webinaires IBAT, plus de 3 000 personnes ont reçu les bulletins d'information IBAT et le nombre d'abonnés IBAT payants a augmenté à 74, ce qui représente un chiffre d'affaires de plus de 1,1 million de dollars. Parmi les nouveaux abonnés figurent la Banque africaine de développement, AC Energy, Petronas, Enel, L'Oréal, Veolia et Votorantim Cimentos.

Quatre produits de connaissances sont basés sur les normes de l'UICN :



Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™
Risque d'extinction des espèces



Liste rouge de l'UICN des écosystèmes
Risque d'effondrement des écosystèmes



Base de données mondiale sur les Zones clés pour la biodiversité
Sites d'importance mondiale pour la biodiversité



Planète protégée
Base de données mondiale des aires protégées

Voici quelques exemples d'autres produits et outils gérés par l'UICN :



Outil d'évaluation intégrée de la biodiversité
Données sur la biodiversité faisant autorité pour les entreprises et autres parties prenantes



Perspectives du Patrimoine mondial de l'UICN
Statut de conservation des sites naturels du Patrimoine mondial



Liste verte de l'UICN des aires protégées et conservées
Norme mondiale de meilleures pratiques pour la conservation par zones



PANORAMA
Solutions pour une planète saine



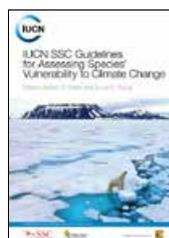
ECOLEX
Portail du droit de l'environnement



Méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration
Une approche ayant fait ses preuves et flexible pour évaluer le potentiel de restauration.



Classification de l'impact environnemental des espèces exotiques envahissantes (EICAT)
Système de classification des espèces exotiques envahissantes basé sur leurs impacts

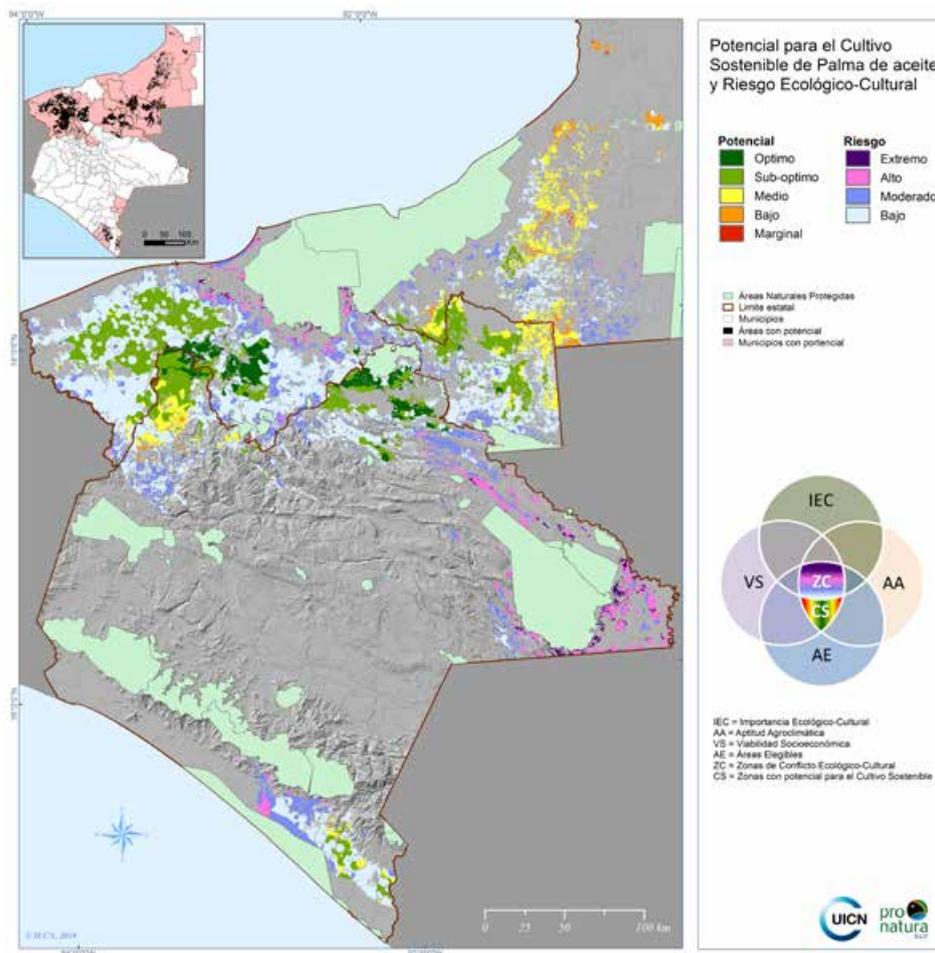


Évaluation de la vulnérabilité des espèces aux changements climatiques
Conseils d'utilisation des évaluations de la vulnérabilité face aux changements climatiques et données connexes

VALORISER LES BIENFAITS DE LA NATURE

L'UICN participe étroitement aux efforts visant à faire progresser le système de comptabilité économique et environnementale des Nations unies (SCEE), un système statistique international intégrant des données environnementales et économiques afin de fournir une vision plus complète des interrelations entre ces deux dimensions. En 2019, les experts de l'UICN ont contribué à la révision du cadre expérimental de comptabilité des écosystèmes du SCEE des Nations unies, évaluant l'utilisation potentielle des concepts et des données des Listes rouges de l'UICN des espèces menacées et des écosystèmes et dirigeant le groupe de travail sur l'évaluation et la comptabilité.

L'UICN a soutenu l'élaboration d'instruments politiques visant à améliorer le bien-être économique et la durabilité environnementale des ressources marines et côtières au Guatemala, au Salvador et au Honduras. Il s'agissait notamment d'un accord ministériel au Guatemala permettant la participation d'environ 3 000 pêcheurs artisanaux à des groupes de travail avec les autorités responsables de la pêche, d'un accord de cogestion pour la zone de mangrove de Garita Palmera au Salvador, d'un accord réglementaire pour les zones de mangrove dans les réserves territoriales du Guatemala et d'un accord pour la création d'un comité de gouvernance du Plan de gestion des pêches du système lagunaire de Karataka dans la Caraïbe hondurienne. Il était essentiel de démontrer que les mesures de conservation procurent des avantages



L'UICN a travaillé avec Pronatura Sur et les États de Chiapas, Campeche, Quintana Roo, Yucatan et Tabasco, au Mexique, pour développer un outil de planification territoriale et une proposition de carte de zonage pour la culture durable du palmier à huile.

économiques directs aux communautés locales pour l'adoption de ces options politiques.

Au Costa Rica, l'UICN a soutenu la conception et la mise en œuvre pilote d'une évaluation LandScale de la zone où le Fonds de partenariat public-privé pour l'eau Agua Tica travaille à la restauration des paysages. LandScale est un outil d'évaluation des tendances en matière de durabilité des paysages, utilisant une approche holistique pour guider la prise de décision privée et publique en matière d'investissement et de gestion. Au Mexique, l'UICN a développé un outil de planification territoriale et une carte de zonage pour la culture durable du palmier à huile, intégrant des garanties sociales et environnementales. L'outil participe aux Contributions déterminées à l'échelle nationale du Mexique dans le cadre de l'Accord de Paris et de la Déclaration de New York sur les forêts.

En tant que membre fondateur de la Coalition pour une économie verte et de la Coalition pour le capital naturel, l'UICN a continué d'aider les gouvernements, les entreprises et autres organisations à identifier, mesurer, valoriser et gouverner le capital naturel et ses contributions à l'économie et au bien-être. En collaboration avec le WWF-France et le WWF-Gabon, l'UICN a lancé un projet pilote national au Gabon pour développer une Comptabilité du capital naturel, dans le but de renforcer les décisions politiques relatives à la conservation de la nature.

L'UICN a poursuivi le développement d'outils d'empreinte mesurant l'impact de la consommation de biens et services nationaux et importés sur la biodiversité. Ces analyses guideront les cibles scientifiques des objectifs de la Convention sur la diversité biologique pour l'après-2020, ainsi que les cibles environnementales des ODD.

PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES POUR UNE ACTION DE CONSERVATION

L'UICN publie régulièrement de la littérature technique et scientifique ayant fait l'objet d'un processus indépendant d'examen par les pairs. Au cours de l'année, le Comité des publications de l'UICN a examiné 29 notes conceptuelles en vue de leur publication par le Secrétariat de l'UICN, et le Comité de rédaction a autorisé l'affectation d'un ISBN à 18 publications. Un total de 45 publications avec ISBN ont été publiées, et pas moins de 1 085 391 téléchargements ont été effectués pour l'ensemble des publications du Portail de la bibliothèque de l'UICN en 2019.

À titre d'exemple clé, le domaine en rapide développement de la biologie de synthèse présente à la fois des risques importants et des opportunités pour la conservation de la biodiversité. En 2018, l'UICN a créé un Groupe de travail sur la biologie de synthèse et la conservation de la biodiversité, qui

a publié en 2019 une évaluation faisant autorité sur le sujet, Frontières génétiques pour la conservation : une évaluation de la biologie de synthèse et de la conservation de la biodiversité. Cette évaluation guidera l'élaboration d'une politique de l'UICN sur la question, comme demandé par les Membres de l'UICN lors du Congrès mondial de la nature 2016 (WCC-2016-Res-086). La publication a été soutenue par la Fondation Gordon et Betty Moore, l'Institut Luc Hoffmann du Fonds mondial pour la nature et les gouvernements français et suisse.

Une sélection de publications de l'UICN dans des revues académiques à comité de lecture à partir de 2019 est disponible à la fin de cette section.

TRAVAUX À VENIR

Le premier rapport de la série phare de l'UICN sera publié en 2020, mettant l'accent sur les liens entre conflits et nature. La série fournira des preuves de l'importance de la nature pour le bien-être économique et social, et recommandera des options politiques pour tirer parti des avantages potentiels de la nature.

En partenariat avec le WWF-France et sous la coordination d'Expertise-France, l'UICN mettra en œuvre le fonds pour la biodiversité de l'Agence française de développement (AFD) dans 16 pays en développement, en appliquant l'indicateur STAR pour s'attaquer aux causes profondes de perte de biodiversité et intégrer pleinement les considérations de biodiversité dans les secteurs économiques clés.

Les Membres de l'UICN examineront le nouveau critère de réussite de l'Union en matière de conservation des espèces, qui sera mis en œuvre dans le cadre de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™, en cours de finalisation sous le titre provisoire de « Liste verte des espèces ».

Dans le cadre du Baromètre du Défi de Bonn, l'UICN élabore des modèles économiques sectoriels pour la restauration des paysages forestiers, qui faciliteront la compréhension des avantages économiques de cette pratique aux niveaux national et régional. L'UICN met également au point un calculateur d'empreinte de déforestation pour évaluer l'impact de la consommation nationale sur la déforestation.

D'autres travaux en cours comprennent l'élaboration d'analyses de rentabilisation pour mettre en valeur la façon dont la restauration des paysages forestiers peut soutenir les chaînes d'approvisionnement durables et renforcer l'investissement privé, l'application de la Méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration pour identifier les opportunités de restauration des paysages forestiers au Belize, et la réalisation d'une analyse coûts-avantages des déchets marins dans la pêche dans le cadre du projet MARPLASTICCS de l'UICN.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Brooks, T.M. et al. (2019). *'Measuring Terrestrial Area of Habitat (AOH) and Its Utility for the IUCN Red List.'* Trends in Ecology & Evolution 34(11): 977–986.

IUCN (2019). *Frontières génétiques pour la conservation : une évaluation de la biologie de synthèse et de la conservation de la biodiversité : synthèse et messages clés.* Gland, Suisse: IUCN.

Kroetz, K. et al. (2019). *'Systematically Incorporating Environmental Objectives into Shale Gas Pipeline Development: A Binary Integer, Multiobjective Spatial Optimization Model.'*

Environmental Science and Technology 53: 7155–7162.

Nello, T. et al. (2019). *Análisis económico de acciones para la restauración de paisajes productivos en Honduras.* San José, Costa Rica: UICN-ORMACC.

Nicholson, E. et al. (2019). *'Scenarios and Models to Support Global Conservation Targets.'* Trends in Ecology & Evolution 34: 57–68.

Rapacciuolo, G. et al. (2019). *'Species diversity as a surrogate for conservation of phylogenetic and functional diversity in terrestrial vertebrates across the Americas.'* Nature Ecology & Evolution 3: 53–61.

Simmonds J.S. et al. (2019). *'Moving from biodiversity offsets to a target-based approach for ecological compensation.'* Conservation Letters. 13:e12695.

Tibesigwa, B. et al. (2019) *'Naturally available wild pollination services have economic value for nature dependent smallholder crop farms in Tanzania.'* Scientific Reports 9(1): 3434.

Visconti, P. et al. (2019) *'Protected area targets post-2020.'* Science 364: 239–241.

DOMAINES DE TRAVAIL

[ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE LA NATURE ET DE LA CONSERVATION](#)

[CONNEXION AUX RÉSEAUX PAIRS](#)

[MAINTENIR LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET DU SAVOIR DE L'UICN](#)

[RAPPORTS PHARE](#)

L'UICN a publié
*Frontières
génétiques pour la
conservation, une
évaluation faisant
autorité dans le
domaine en plein
développement
de la biologie de
synthèse.*

ENGAGEMENTS POLITIQUES MONDIAUX

En 2019, l'UICN a continué de souligner que la nature doit être placée au centre des stratégies nationales de développement. L'UICN a appelé à des mesures concrètes pour atteindre les objectifs mondiaux, tels que l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 et les Objectifs de développement durable, et pour que les gouvernements fixent des objectifs audacieux pour l'après-2020. Nos objectifs politiques mondiaux sont guidés par les résolutions de l'UICN, décidées par nos Membres lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN, tous les quatre ans.

Quatrième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE-4)

L'UICN a participé à une série d'événements lors de la quatrième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement sur des sujets tels que la jeunesse et le sport, les systèmes alimentaires, la finance durable et le cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020. L'UICN a bénéficié d'une forte présence sous la tente du Partenariat mondial sur les déchets marins et pour des mers propres, informant les délégués de notre travail sur un inventaire de l'empreinte plastique.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2016-Res-096](#), [WCC-2016-Res-049](#)

Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques - IPBES 7

La délégation de l'UICN à la septième plénière de l'IPBES a contribué activement à fournir des contributions finales au Résumé 2019 du rapport d'évaluation mondial à l'intention

des décideurs. À titre d'exemple clé, les informations de la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN™ et sur la couverture des Zones clés pour la biodiversité ont été largement utilisées dans l'évaluation mondiale de l'IPBES.

L'UICN a également co-organisé la Journée des parties prenantes, qui a permis aux organisations de recevoir des mises à jour sur le processus de l'IPBES et de se préparer à la prochaine session plénière.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2012-Res-117](#); [WCC-2012-Res-118](#)

Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes

La session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes (RRC) a renforcé la position de l'UICN en tant que leader des solutions fondées sur la nature. Les pays ont reconnu les liens entre catastrophes, changements climatiques et dégradation environnementale, ainsi que le rôle clé que joue la nature dans la réalisation des objectifs mondiaux du cadre de Sendai. Encouragés par l'UICN, les pays et parties prenantes ont appelé à une meilleure intégration de la RRC dans le programme d'adaptation, à une meilleure prise en compte du rôle des écosystèmes et de leurs services, et à une amélioration des rapports sur les pertes d'écosystèmes et les solutions fondées sur la nature.

Résolution de l'UICN : [WCC-2012-Res-058](#)

Comité du patrimoine mondial

En tant que conseillère du Comité du patrimoine mondial sur la nature, l'UICN a recommandé des mesures pour 55 sites menacés. Le Comité a suivi les recommandations de l'UICN d'ajouter les Îles et aires protégées du site du Golfe de Californie, au Mexique, à la Liste du patrimoine mondial en danger en raison de l'extinction imminente du Vaquita, la plus petite espèce de marsouin du monde. Le Comité a également suivi les recommandations de l'UICN concernant l'extension d'un site existant, et d'inscrire quatre nouveaux sites, dont les Terres et mers australes françaises, aujourd'hui le plus grand site du Patrimoine mondial. L'évaluation par l'UICN d'un site important pour les oiseaux migrateurs dans la région de la mer Jaune a conduit la Chine à s'engager dans une extension et une collaboration futures avec les pays de la voie de migration Asie de l'est-Australasie.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2012-Res-046](#), [WCC-2012-Res-047](#), [WCC-2016-Res-031](#)

Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable

Sous la direction de sa mission d'observation permanente auprès des Nations unies, l'UICN a participé au Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable, convoqué sous le thème *Autonomiser les personnes et assurer l'inclusion et l'égalité*. L'UICN est intervenue lors du panel de la séance plénière *Progrès, lacunes et obstacles : sommes-nous sur la bonne voie pour ne laisser personne de côté ?*, a fait une déclaration officielle soulignant le rôle essentiel des solutions fondées



Jane Smart, Directrice mondiale du Groupe de conservation de la biodiversité de l'UICN et Directrice du Programme mondial sur les espèces, et Sonia Peña Moreno, Coordinatrice des politiques et gouvernance mondiales en matière de biodiversité, lors de la 1e Réunion du groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020.

sur la nature pour répondre aux objectifs de développement durable, et a organisé deux événements : *Mangroves de Manhattan* et *Gouvernance de la nature, paix et développement durable*.

Le Rapport sur les Objectifs de développement durable 2019 présentait l'Indice de la Liste rouge de l'UICN, ainsi que la couverture des Zones clés pour la biodiversité de l'UICN.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2016-Res-056](#), [WCC-2016-Res-062](#), [WCC-2016-Res-096](#), [WCC-2016-Rec-107](#)

Conférence intergouvernementale sur la biodiversité marine des zones situées au-delà des juridictions nationales

L'UICN a continué de fournir une contribution technique pour soutenir la négociation d'un nouveau traité sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales. L'UICN a priorisé l'élaboration d'un accord solide et ambitieux, prévoyant des obligations de conservation contraignantes et des cadres pratiques pour les aires marines protégées, un partage équitable des avantages tirés des ressources génétiques marines, des évaluations d'impact environnemental et des évaluations environnementales stratégiques. La contribution de l'UICN a été largement acceptée et contribué à façonner le projet de traité en évolution.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2012-Res-074](#), [WCC-2016-Res-047](#), [WCC-2016-Res-050](#)

CDP18 de la CITES

L'UICN a fourni des conseils scientifiques à la 18e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Une évaluation UICN / TRAFFIC a guidé les décisions sur la mesure dans laquelle le commerce de certaines espèces devrait être restreint. Les rapports de l'UICN sur l'état de conservation des rhinocéros, des lions et des grands singes ont guidé les décisions visant à garantir que ces espèces ne soient pas menacées par le commerce international. Les experts de l'UICN sur les requins, les hippocampes et les anguilles ont fourni des recommandations sur les mesures réglementaires visant à améliorer la durabilité du commerce de ces espèces.

Résolutions de l'UICN : GA 1978 RES 024, GA 1978 RES 025, GA 1984 RES 029, GA 1994 REC 049, WCC-2008-REC-110, WCC-2016-Res-025, WCC-2016-Res-093

Assemblée générale des Nations unies et Sommet sur l'action pour le climat

Lors de la Semaine de haut niveau, qui a précédé la 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies, l'UICN a co-organisé un *Dialogue sur les connaissances sur les Solutions fondées sur la Nature pour les changements climatiques* avec le gouvernement français et la Wildlife Conservation Society. Au cours de cette même semaine, le Sommet de l'ONU sur l'action pour le climat incluait une piste d'action thématique dédiée aux solutions fondées sur la nature. Dirigée par la Chine et la Nouvelle-Zélande, et soutenue par l'UICN et autres partenaires, cette piste thématique a abouti à la publication du *Manifeste des Solutions fondées sur la Nature pour le climat*, qui appelle à l'inclusion de solutions fondées sur la nature dans les instruments nationaux de politique climatique,

et y compris dans les Contributions déterminées à l'échelle nationale dans le cadre de l'Accord de Paris, ainsi qu'à un meilleur financement de leur mise en œuvre.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2016-Res-062](#), [WCC-2016-Res-099](#)

CDP14 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification

Lors de la Conférence sur la lutte contre la désertification, l'UICN a souligné l'importance des solutions fondées sur la nature et de la lutte contre la sécheresse anthropique par la restauration des écosystèmes. Au cours de la conférence, l'UICN a présenté le rapport *Réhabilitation des terres et restauration des paysages*, qui fournit la preuve que le lien entre les initiatives de restauration des paysages forestiers dans le cadre du Défi de Bonn et les objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) aide les pays à atteindre leurs objectifs de restauration des terres plus efficacement. L'UICN a apporté une contribution importante au Cadre conceptuel scientifique pour la neutralité en matière de dégradation des terres de la CNULCD, qui s'aligne par conséquent sur les normes de l'UICN. L'UICN a financé 81 pays dans le cadre d'exercices d'établissement d'objectifs de NDT.

Convention des Nations unies sur la diversité biologique - cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020

L'UICN a appelé à une action décisive à tous les niveaux au moyen d'un cadre mondial solide pour la biodiversité pour l'après-2020. Conformément aux recommandations de l'UICN, il existe aujourd'hui un plus grand soutien pour un cadre qui constitue un plan d'action mondial unifié visant à atteindre *aucune perte nette* de biodiversité d'ici 2030 et un gain net d'ici 2050 grâce à la restauration et au rétablissement.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2016-Res-096](#), [WCC-2016-Res-050](#)

Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

Lors de la CDP25 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Madrid, l'UICN a souligné le besoin urgent de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et le rôle crucial d'écosystèmes sains dans la fourniture de solutions fondées sur la nature pour lutter contre les changements climatiques. L'UICN a également souligné la nécessité d'inclure les écosystèmes de manière concrète et quantifiable dans les futures Contributions déterminées à l'échelle nationale dans le cadre de l'Accord de Paris. L'UICN était fortement engagée dans le partenariat de Marrakech pour une action climatique mondiale, afin de soutenir l'accélération des ambitions climatiques et des actions sur le terrain, et a soutenu les travaux de la CCNUCC sur les communautés locales et les peuples autochtones et le Programme de travail de Lima sur l'égalité hommes-femmes. L'UICN a publié le rapport sur la *Désoxygénation des océans*, qui a attiré l'attention sur les impacts des changements climatiques sur l'océan mondial, générant plus de 900 articles de presse à propos de l'étude dans le monde entier.

Résolutions de l'UICN : [WCC-2016-Res-056](#), [WCC-2016-Res-057](#), [WCC-2016-Rec-107](#)

SERVICES DU SECRÉTARIAT

L'UICN s'efforce pour que ses unités corporatives soient réactives et efficaces, et qu'elles puissent contribuer ainsi à la réalisation de la mission de l'Union.

RESPONSABILISATION ET CONTRÔLE INTERNE

L'UICN a continué de renforcer son cadre de responsabilisation et de contrôle afin d'être plus efficace, plus réactive, plus objective et plus transparente. De nouveaux progrès ont été réalisés vers une approche intégrée visant à améliorer la façon dont les priorités de l'UICN sont définies, la façon dont nos ressources sont mobilisées et comptabilisées, et la façon dont notre performance est suivie, évaluée et rapportée. Ces travaux ont complété les initiatives visant à renforcer le cadre de gestion des risques de l'UICN, les systèmes de contrôle interne, les mécanismes d'éthique et de conformité, les technologies de l'information et les fonctions de contrôle de qualité. Par exemple, en 2019, le Secrétariat a commencé à mettre en place ses registres de risques au niveau corporatif, ainsi que de chaque unité dans le monde entier, afin de permettre aux équipes de direction de prendre des décisions éclairées en matière de risques.

SOUTIEN AUX COMMISSIONS

En 2019, le nouveau Système des Commissions de l'UICN a été mis en service. Conforme à la législation en vigueur sur la protection des données et disponible en anglais, français et espagnol, le système permet aux responsables des Commissions de gérer directement leurs membres et les invitations et demandes d'adhésion aux Commissions de l'UICN. L'Unité de soutien aux Commissions a continué de fournir un soutien et une formation en communication et questions administratives.

FINANCES

L'UICN a continué d'améliorer les processus financiers et d'accroître son efficacité tout au long de 2019. Un système de gestion du temps a été développé et testé, et était prêt à être mis en service au début de 2020. Le système fournit un outil efficace pour gérer le temps du personnel et améliorer le respect des exigences des donateurs. Le système financier



Enrique Lahmann, Directeur mondial du Groupe de développement de l'Union de l'UICN, la Dr Grethel Aguilar, Directrice générale par intérim de l'UICN, et Marc Strauss, Secrétaire général, Grands événements internationaux au ministère français de la Transition écologique et inclusive, discutant des préparatifs pour le Congrès de l'UICN à Marseille.

de base de l'UICN a également été amélioré (première mise à niveau depuis sa mise en œuvre initiale en 2011). Cette mise à niveau fournit de nouvelles fonctionnalités qui prolongeront la durée de vie du système d'au moins cinq ans. Dans le cadre de l'attention accrue accordée par l'UICN à la gestion des risques, l'Union a mis en place une stratégie de couverture des risques de taux de change et poursuivi ses travaux visant à mettre en œuvre une stratégie bancaire et une plateforme de banque en ligne mondiales.

SERVICES GÉNÉRAUX

L'UICN a poursuivi ses travaux de réduction de sa consommation énergétique tout au long de 2019. Entre 2011 et 2019, le Centre de Conservation de l'UICN à Gland, Suisse, a réduit sa consommation d'énergie de 63%, et le centre de données de l'UICN de 17% rien qu'au cours de l'année dernière. Les sources d'énergie qui alimentent le Centre sont certifiées 100% locales et durables.

UNITÉ MONDIALE DES COMMUNICATIONS

L'UICN a lancé sa campagne de promotion du Congrès mondial de la nature auprès des médias, des Membres de l'UICN et des participants et sponsors potentiels en créant un nouveau site web du Congrès de l'UICN et une vidéo promotionnelle visionnée par 2,2 millions d'utilisateurs. Les efforts de relations avec les médias de l'UICN ont donné lieu à 75 000 articles mentionnant l'UICN, et les réseaux sociaux ont touché près de 10,3 millions de personnes, avec des audiences Twitter et Facebook en hausse de 19,3% et 4,6% respectivement, par rapport à 2018. Les pages du site web de l'UICN ont reçu plus de 9,5 millions de visites, soit une augmentation de 30% par rapport à 2018. Les Notes d'information de l'UICN, des résumés en termes simples expliquant des questions complexes de conservation, ont été le contenu web le plus consulté, avec une augmentation de 400% entre 2018 et 2019.

RESSOURCES HUMAINES

Les résultats de l'Enquête 2019 de l'UICN sur l'engagement des employés ont montré que l'engagement des employés, la croyance en nos valeurs organisationnelles et la fierté de travailler pour notre organisation ont enregistré des résultats supérieurs aux critères mondiaux, soulignant l'engagement continu de nos employés envers la vision et la mission de l'UICN. L'UICN a publié son premier Rapport sur les écarts de rémunération pour comprendre et remédier aux pratiques non inclusives et héritées qui conduisent à des disparités salariales entre les niveaux et les groupes. Des politiques et initiatives axées sur les personnes ont été mises en œuvre pour former des leaders émergents, analyser continuellement la rémunération du personnel et renforcer le Code de conduite afin de protéger le personnel contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels.

SYSTÈMES D'INFORMATION

L'UICN a lancé une nouvelle plateforme pour la gestion des membres des Commissions de l'UICN et une nouvelle version du Portail de projets, rendant les flux de travail du personnel plus efficaces. Les principaux logiciels, applications et systèmes ont été mis à niveau, et les audits de sécurité effectués sur les principaux systèmes de l'UICN n'ont révélé aucun problème critique. L'UICN a également mis en place une nouvelle configuration globale de bureau pour gérer en toute sécurité les ordinateurs dans les petits bureaux de l'UICN. Des contrats améliorés ont été renégociés avec des fournisseurs clés et de nouveaux équipements de stockage central des données ont été installés pour tous les bureaux de l'UICN, entraînant une réduction de 60% de la consommation énergétique.

SERVICE JURIDIQUE

L'UICN a continué d'améliorer les garanties et la protection des données à caractère personnel en sensibilisant le Secrétariat à la protection des données et en assurant une formation à ce sujet, s'adressant également aux Commissions et au Conseil de l'UICN. Afin de renforcer les processus de gouvernance, le Conseil et le Secrétariat de l'UICN ont continué de rédiger des propositions d'amendements aux Statuts et au Règlement de l'UICN. En mars 2019, les Membres de l'UICN ont adopté un processus de motions révisé, mis en œuvre dans le cadre du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020.

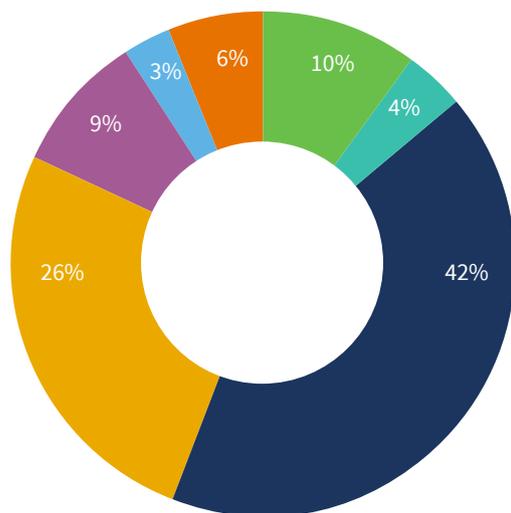
QUALITÉ DU PROGRAMME

L'UICN a lancé le Portail programmes et projets 2.0, une nouvelle version de son application de gestion du cycle de projets pour tous les projets du Secrétariat. La mise à jour offre une expérience utilisateur moderne pour les gestionnaires de projet et élimine le besoin d'évaluations préalables et d'approbations de projets sur papier tout au long du cycle du projet. Les flux de travail en ligne facilitent une plus grande productivité, renforcent les garanties et assurent la responsabilité des ressources confiées au Secrétariat à des fins de conservation. L'UICN a également mis à jour ses directives et normes de projet afin d'offrir une plus grande agilité, améliorer les processus et intégrer les meilleures pratiques de gestion des projets et de partenariats pour le développement.

DÉVELOPPEMENT DE L'UNION

Les préparatifs du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020 se sont poursuivis, avec 11 Forums régionaux de la conservation organisés à travers le monde. Lors de ces Forums, les Membres de l'UICN ont pu discuter de questions critiques en matière de développement durable et de conservation, et préparer des motions qui seront débattues par l'ensemble des Membres de l'UICN lors du Congrès. L'UICN a également finalisé une nouvelle stratégie des Membres, qui comprend des plans visant à renforcer la participation des Comités à l'engagement des Membres et une évaluation des Comités nationaux de l'UICN.

REMERCIEMENT À NOS MEMBRES, DONATEURS ET PARTENAIRES



Le revenu total de l'UICN pour 2019 s'est élevé à 128 440 896 CHF



L'UICN tient à remercier tous ses donateurs et partenaires pour leur soutien institutionnel continu et leur engagement programmatique en 2019.

Top 20 des contributeurs en 2019 :

Gouvernement de l'Allemagne
Union européenne
Fonds pour l'environnement mondial
Gouvernement de la Suède
États-Unis d'Amérique
Gouvernement de la France
Gouvernement de Norvège
République de Corée
Gouvernement de la Suisse
Fondation MAVA
Gouvernement des Pays-Bas
Fondation Privée Genevoise
Banque mondiale
HCR - Agence des Nations Unies pour les réfugiés
Toyota Motor Corporation
Conservation International
Programme des Nations unies pour le développement
Fondation Gordon et Betty Moore
Fondation Renova
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Pour une liste complète de nos donateurs, veuillez consulter

www.iucn.org/fr/a-propos/donateurs-et-partenaires

L'UICN est reconnaissante à ses Membres de plus en plus nombreux pour leur engagement et leur contribution aux travaux de l'Union.

L'UICN remercie ses Parrains de la nature pour leurs conseils et leur soutien :

S.A.S. le Prince Albert II de Monaco, S.A. la Reine Noor Al Hussein, S.A.R. le Prince Carl Philip de Suède, Dr Luming Ai, Gregory Carr, Dr Sylvia Earle, Andrew Forrest, Soichiro et Reiko Fukutake, Dame Jane Goodall, Richard Leakey, Frank Mars, Niu Gensheng, Laura Turner Seydel, David E. Shaw, Dr Richard Sneider, Jon Stryker, Adam et Jessica Sweidan.

« Étant donné que l’UICN établit les normes internationales de qualité pour la conservation de la nature, il est logique que l’une des principales institutions de financement pour la protection de la biodiversité renforce ses liens avec l’UICN. »

Roland Siller, Comité de direction de KfW

États financiers : les États financiers vérifiés de 2019, qui complètent ce rapport, peuvent être consultés sur le site web de l’UICN.

CRÉDITS PHOTO Couverture intérieure : © Michael Poliza/National Geographic Creative. p2 IUCN President Zhang Xinsheng © IUCN / Joao Sousa, IUCN Acting Director General Grethel Aguilar – © IUCN/ Alfredo Huerta. p3 © IUCN / Jose Hong. p4-7 maps, logos and figures © IUCN. p6 IUCN Council – © IUCN. p8 © IUCN / Jose Hong. p9 © IUCN / Jose Hong. p10 © Emily Goodwin. p11 Asia RCF © Government of Pakistan, Europe RCF © BLINKfotographie, Mesoamerica and the Caribbean RCF © Jorge Rodriguez, Central and West Africa RCF © IUCN / Félicité Mangang. p13 © KfW. p14 © Thomas James Caldwell (CC BY-SA 2.0). p16 © Felipe Werneck / Ibama. p18 © IUCN / Sandeep Sengupta. p20 © IUCN / Vivek Saxena. p22 © IUCN/NERC. p24 © IUCN. p26 © Eric Ecker. p28 © IUCN / Chris Magero. p30 © IUCN. p32 © WWF-Malaysia/ Eric Madeja. p34 © Josh More (CC BY-NC-ND 2.0). p36 © IUCN / Vishwaranjan Sinha. p38 © IUCN. p42 © Federación Mexicana de Palma de Aceite (FEMEXPALMA). p44 © IISD-ENB / Diego Noguera. p46 © IUCN/Geoffroy Cazenave.

AVERTISSEMENT Ce rapport annuel couvre l’année 2019, avant le début de la pandémie mondiale de COVID-19. Les actions visant à faire face à la pandémie et à ses causes sont donc reflétées dans les sections prospectives, mais pas dans les résultats de l’UICN, car ceux-ci se limitent à 2019.

Les noms, frontières, limites et autres désignations d’entités géographiques utilisés et indiqués sur les cartes reproduites dans cette publication n’expriment aucunement l’opinion, l’approbation ou l’acceptation officielle par l’UICN et les organisations participantes de toute autorité et/ou statut juridique d’un pays, territoire ou région.

Publié par l’UICN (Gland, Suisse)

Conception et mise en page : Miller Design (Bristol, Royaume-Uni)

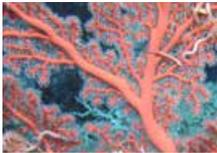
Impression : Artgraphic Cavin SA (Grandson, Suisse) sur papier certifié FSC

Traduction et relecture : INTUITIV (Pal, Andorra)

© 2020 UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles



œuvrer pour
un monde juste
qui valorise et
conserve la nature



UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE

SIÈGE MONDIAL
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
www.iucn.org/fr

 twitter.com/iucn
 facebook.com/iucn.org